

tribune

PSU

socialiste

A BAS LA

LOI DEBRÉ



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Michel CAMOUIS - Robert CHAPUIS -
Françoise CLAIRE - Michel DEBRE -
Pierre JIRA - Thierry MORUS - Domi-
nique NORES - Claude VANCOUR.

PHOTOS : A.F.P. (12, 13) - A.P.L. (11) -
D.R. (4, 14) - LEBRUN (5) - PAPPIS (5) -
PUECH (1, 7, 8) - STROSSER (14).

DESSINS : Gébé (15) - PLB (13).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 25.000 exemplaires.

7 JOURS DANS T.S.



■ Le chef d'orchestre clandestin a en-
core frappé. Oh, Marcellin, tu dors ou
quoi ? Les lycéens, on ne les enten-
dait plus depuis des mois. Tranquilles,
les potaches. De temps en temps, il y
avait bien par-ci par-là quelques petits
remous autour d'un tract Carpentier
quelconque, ou des ennuis d'une ma-
dame Mercier. Mais ces petites érup-
tions localisées ne faisaient que mieux
souligner le grand calme de l'en-
semble.

Tout d'un coup, allez savoir pour-
quoi, les voilà dans la rue. Par cen-
taines, par milliers. Le mouvement de
grève, parti de province, fait tache
d'huile, gagne Paris. Personne ne
l'avait vu venir, pensez, en pleine
campagne électorale, les gens sérieux
ont autre chose à faire que de sur-
veiller la température des jeunots qui
n'ont même pas l'âge de voter.

■ L'objet de cette mobilisation spon-
tanée et contagieuse, c'est l'Armée,
plus encore que la suppression des
sursis.

C'est ce qu'explique Robert Cha-
puis dans l'éditorial.

L'Armée de Debré, et tout ce qu'elle
représente de bêtise galonnée, de
suffisance boursoufflée. Le temps
perdu, gâché. Les brimades imbéciles.
Les valeurs d'un autre âge.

C'est d'abord à tout cela qu'il pense,
le lycéen qui aujourd'hui manifeste
contre la loi Debré.

Et pour les plus politisés d'entre
eux, il y a aussi le refus de l'Armée
du capital, l'Armée au service de la
bourgeoisie, l'Armée anti-répression,
anti-subversion et — en attendant le
grand soir — briseuse de grève.

tours dans les îles lointaines, aux
amicales pressions exercées sur les
réformateurs, rien n'a été négligé pour
faire obstacle à la subversion : (p. 4).
Les démocrates qui nous gouvernent
sont trop soucieux de notre bien-être
pour nous laisser faire des bêtises
que nous serions amenés, ensuite, à
regretter. N'empêche qu'elle a de plus
en plus une drôle de gueule, leur
démocratie !

■ Mais c'est vrai aussi qu'il serait trop
facile — et irresponsable — d'attri-
buer aux seules manœuvres de la
droite, la défaite de la gauche. C'est
aussi faute d'avoir su parler un lan-
gage suffisamment clair, d'avoir su
dégager des perspectives suffisamment
précises, d'avoir su proposer un pro-
jet suffisamment crédible et mobilisa-
teur que la gauche n'a pas pu l'em-
porter.

Gérard FERAN esquisse (pp. 5-6)
les grandes lignes d'un « projet pour
le socialisme » : il est clair que le
P.S.U. n'est pas le seul concerné.

■ Pour progresser dans la réalisation
de ce projet, pour avancer sur la voie
du socialisme autogestionnaire, pour
traduire cette force naissante en ter-
mes politiques, il nous faut de l'aide :
et d'abord l'aide financière de tous
ceux qui sont d'accord avec nous et
qui l'ont prouvé par leurs votes. La
souscription nationale continue. La
campagne d'abonnement pour T.S.
aussi. Ce sont là deux tâches mili-
tantes prioritaires.

Bernard LANGLOIS ■

Militant 4^e circonscription des Yve-
lines. Allergique à nouveau député,
échangerait appartement 4 pièces
avec appartement même plus petit
situé dans circonscription Côtes-du-
Nord ou Savoie.

Ecrire au journal.

Communiqué du B.N. du P.S.U.

Jadis l'Armée servait à rétablir
l'ordre dans les colonies. Ajour-
d'hui le gouvernement la considère
comme un dernier recours pour
maintenir l'ordre dans notre pays :
qu'il s'agisse de remplacer les tra-
vailleurs en grève ou de faire res-
pecter le régime établi. En sou-
mettant tous les jeunes dès 18 ans
à l'obligation d'une année de ser-
vice militaire, M. Debré veut habi-
tuer chacun à l'obéissance.

Pourtant les mouvements de lutte
contre l'embrigadement militaire
vont croissants. Certains se refu-
sent à porter les armes au nom de
leurs conceptions morales ou reli-
gieuses. D'autres, de plus en plus
nombreux voient s'accroître la con-
tradiction entre leurs opinions, leur
conscience politique et le service
d'une Armée qui quadrille le terri-
toire, étouffe la liberté, au Tchad
et à Djibouti, mais aussi au Larzac,
à Canjuers, dans les secteurs en
grève. Et qu'en sera-t-il de la liberté
de chacun, quand il sera soumis
pendant un an, à des règles de vie
dégradantes, à une discipline ab-
surde, dans l'impossibilité de pour-
suivre ses études, de se marier,
d'apprendre un métier, d'acquérir
un emploi stable.

En demandant l'extension du sur-
sis, c'est contre tout le système que

manifestent un peu partout des mil-
liers de jeunes, collégiens et
lycéens. Pour faire obstacle à l'em-
brigadement de la jeunesse, faire
obstacle aux projets militaristes de
Debré, cette protestation doit s'or-
ganiser et s'amplifier. Le Parti So-
cialiste Unifié appelle les travail-
leurs et les jeunes — tout aussi
concernés, que lycéens, profes-
seurs et parents d'élèves — à
développer la résistance à la mili-
tarisation et à exiger, en particulier
lors des manifestations du jeudi
22 mars :

— dans l'immédiat :

- le droit pour tous les jeunes
au sursis d'appel entre 18 et 25
ans : chacun doit pouvoir détermi-
ner librement le moment de son
départ dans cet intervalle ;
- la publicité du statut des ob-
jecteurs de conscience ;
- la suppression des mesures
vexatoires contre les appelés ;
- la liberté d'expression et d'in-
formation dans les casernes.

— et au-delà :

- la limitation du service mili-
taire à six mois ;
- le droit le plus large à l'ob-
jection de conscience ;
- les libertés politiques et syn-
dicales dans l'Armée.

■ Cette mobilisation lycéenne sur les
problèmes de l'Armée s'accompagne
d'une autre montée de la contestation
universitaire : les étudiants, eux aussi,
se mobilisent de plus en plus contre
la dégradation de leurs conditions de
travail, contre la main mise de l'in-
dustrie capitaliste sur l'Université. Les
dernières illusions de la loi Faure
dissipées, le monde étudiant reprend
ses affaires en main.

Pas un hasard si, en ces lende-
mains d'élections, ce sont ceux qui
n'ont pas voté qui éprouvent le be-
soin, les premiers, de faire entendre
leurs voix. (pp. 8-9.)

■ Les élections, au fait. On a déjà dit
beaucoup de choses sur la victoire
des droites. On a peut-être pas assez
souligné par quelles méthodes cette
victoire avait été obtenue : du rôle
bénéfique des typhons d'entre-deux-

répressions

■ Le 19 mars, Alexandre Moumbaris,
Australien, marié à une Fran-
çaise, William Hosey Irlandais, et
quatre Africains devaient passer
en procès à Prétoria (République
Sud-africaine) en vertu d'une loi
contre le terrorisme en vigueur de-
puis 1967.

Accusés d'activités révolution-
naires, de complicité avec l'ANC
(organisation syndicale) et le Parti
communiste sud-africain — tous
deux interdits —, ils risquent la
peine de mort ou, au minimum cinq
ans de prison.

■ Prenant prétexte de l'ampleur
sans cesse croissante de la contes-
tation au Maroc, le roi Hassan II
multiplie les arrestations. C'est la
véritable chasse aux sorcières plus
particulièrement contre les étu-
diants et les lycéens qui, depuis un
an, sont enlevés par dizaines, tor-
turés et emprisonnés sans juge-
ment.

Des étudiants ont été envoyés
après leur arrestation aux camps de
travaux forcés de Tarfaya, parmi
eux, Mnehi Aziz et Belkebir
Abdeiwahed, membres du comité
exécutif de l'Union des Etudiants
du Maroc.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « Des
Militants du PSU », présenté par M. Rocard.

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 90 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abon-
nés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires
du journal.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e

l'armée de Debré

DEJA soumis à l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans, les élèves des CET et des lycées vont être désormais soumis, dès 18 ans, à l'obligation militaire. Ils ne peuvent s'empêcher de voir une contradiction entre le fait que d'un côté on les engage à développer leurs études, tandis que d'un autre on en bloque la poursuite, par la coupure profonde que représente un an de service. D'où leur protestation massive contre la loi Debré qui supprime les sursis (sauf pour les étudiants en médecine) et contraint à faire leur service entre 18 et 21 ans.

Au premier abord, la nouvelle loi Debré paraît fort démocratique : égalité complète entre les jeunes, quelle que soit leur origine sociale. En réalité, cette égalité formelle accroît les inégalités réelles : tout retard scolaire devient irrémédiable, le passage dans l'enseignement supérieur devient aléatoire pour ceux qui ne se sont pas parfaitement adaptés au système. Seules les élites (médecine et grandes écoles) peuvent bénéficier de conditions particulières. Et puis, la « réforme » définitive vient aider à résoudre les cas difficiles ou « intéressants » (pistonnés et autres), tandis que le tout venant des jeunes travailleurs est conduit en colonne par deux vers les casernes ancestrales.

au secours du nationalisme

L'égalité vraie ne réside donc pas dans la suppression du sursis, mais bien au contraire dans son rétablissement et, comme le réclament les lycéens, son extension à tous les jeunes, et pas seulement à ceux qui sont encore dans le système scolaire. Néanmoins, cette revendication ne suffit pas à expliquer les manifestations de masse qui se développent parmi les jeunes. C'est en réalité le problème de l'armée et du service lui-même qui se trouve posé : l'insoumission, les désertions se multiplient ; dans les casernes, la révolte gronde ; des militaires (sous-officiers spécialistes contractuels, certains officiers parfois) en viennent à revendiquer le droit de grève, le droit de s'organiser et de s'exprimer. Tandis que l'armée élargit ses camps, sur le Larzac, en Haute-Provence, dans le Roussillon, etc., les paysans manifestent et le soutien populaire s'organise. Les essais nucléaires français suscitent la protestation à travers le monde comme en France même. La solidarité entre les armées de répression (par exemple l'entraînement au Larzac de commandos anglais destinés à réprimer les révolutionnaires irlandais) entraîne la solidarité entre les victimes de la répression. A la rébellion discrète et vite jugulée des appelés vient désormais s'ajouter la révolte de millions de jeunes, garçons ou filles, qui se refusent à la guerre et à la servitude.

S'agit-il d'un nouveau « ras-le-bol » ? S'agit-il d'une des contradictions de notre société d'abondance ? En fait, par la nature même de ce qu'il met en cause, le mouvement va au-delà. L'armée française n'est pas seulement une institution traditionnelle, elle est l'image et la clé de voûte du système prétendument républicain que défendent M. Pompidou et consorts parce qu'il les produit. Le service militaire obligatoire a été inventé en même temps que la nation : face à la monarchie, à ses « gendarmes » et à ses mercenaires s'est constituée « l'armée nationale » des citoyens.

Mais l'idéologie de 93 a été bien vite utilisée à d'autres fins ; de la même façon que la volonté de libérer les peuples du joug monarchiste allait servir de prétexte à la conquête coloniale, au nom de la mission civilisatrice de la République française ; de même la volonté de défendre la République allait se transformer en enrégimentement dans une armée dévouée au régime, garante de l'ordre établi.

Ainsi, depuis un siècle on devient, par le service militaire, tout à la fois un homme, un citoyen, un mâle, un Français, etc. L'idéologie nationaliste a permis de cimenter les unions sacrées sur lesquelles se sont brisées les volontés pacifistes et socialistes. Bien plus, le socialisme a fini, en URSS, mais en France aussi, par se faire cocardier et chauvin : le parti communiste n'a pas été le dernier à unir le drapeau rouge et le drapeau tricolore tandis que le parti socialiste, quand il s'appelait encore SFIO, était le premier à se vouloir le rempart de la France éternelle (Max Lejeune fut ministre de la Défense nationale dans le gouvernement de Guy Mollet...).

trois faces

Vingt-cinq ans de guerres coloniales ont dénoncé l'hypocrisie militaire : l'armée ne servait pas à défendre la république mais à garantir les profits capitalistes. La révolte des « colonels », en 61, traduisait la volonté de faire correspondre la nation à l'armée que la bourgeoisie avait mise à son service, sans épargner le sang des soldats. Curieux retour des choses !

De Gaulle, général président, a brisé cette révolte, mais il n'a pas changé l'armée : il en a seulement accru l'inutilité par le développement d'une force nucléaire dont le coût et l'enjeu ne permettent guère de maintenir la mobilisation permanente d'une puissante armée de terre. De Gaulle liquidé, Michel Debré s'est senti investi d'une mission sacrée : redonner une armée à la France (après avoir évité de donner la France à l'armée...).

Mais M. Debré a, comme on le sait, « une certaine idée de la France » ; c'est à elle que

doit se conformer l'armée ; bien plus, l'armée peut contribuer à imposer cette idée... Une telle démarche est connue : elle fait d'un républicain un fasciste en passant par le militarisme.

L'armée de Debré a trois faces :

- l'une est nucléaire : elle garantit l'insertion des intérêts militaires dans le système de production et contribue ainsi au développement capitaliste ;
- l'autre est opérationnelle : la DÔT doit permettre le quadrillage du territoire et assurer le maintien de l'ordre. Elle est constituée par les mercenaires (la légion étrangère), les spécialistes (les contrôleurs du ciel...), les commandos (parachutistes, marins, etc.) ;
- l'autre est d'encadrement : c'est le contingent encadré par les officiers et sous-officiers d'active. Pendant un an, les jeunes appelés s'habituent à l'embrigadement du corps et de l'esprit et apprendront à respecter les ratés d'une armée dans laquelle ils ne joueront plus, pourtant, un rôle décisif.

résistance à la militarisation

Ainsi, le tour sera joué ; le service militaire sera à la fois l'égalisation des consciences et le support d'une armée de métier qui n'ose pas dire son nom. Bien plus, on pourra ainsi disposer d'une main-d'œuvre à bon marché pour lutter contre les catastrophes : grèves, incendies, week-ends de l'été, et d'une raison d'emploi pour toute une série de militaires inaptes à toutes autres fonctions, et qui craignent de perdre leurs avantages de carrière.

C'est pourquoi, pour le combat socialiste, la résistance à la militarisation redevient un impératif de premier ordre. De nombreux jeunes prennent aujourd'hui conscience que de nouveaux Vietnam sont constamment à nos portes : la guerre est produite comme une peste par les régimes antidémocratiques.

Ils ont entendu M. Pompidou parler de guerre civile et ils se demandent ce que signifient ces bruits de bottes. Ils se refusent à être complices. Eux, qui ne votent pas, sont en train d'apporter une réponse à quelques-unes des questions qui se posaient les 4 et 11 mars. Cette réponse est confuse, souvent contradictoire, mais elle veut dire que la V^e République n'est plus en sécurité.

Beaucoup de jeunes sont prêts à défendre de leur vie ce à quoi ils sont attachés, mais ils ne veulent pas mourir pour le roi de Prusse, qu'il s'appelle Debré ou Pompidou. Le socialisme devra leur apporter autre chose que des raisons de combattre : des raisons de vivre. C'est ainsi que l'armée pourra être brisée et la défense assurée.

Robert CHAPUIS.



horrible

Ancien professeur de français en Angleterre, et pour cette raison et tant d'autres, amie de la France, je vous écris de ma propre part et de celle de milliers d'autres - mes vieux élèves par exemple - pour vous avertir que si le gouvernement français insiste à faire les

tests atomiques dans l'océan Pacifique, tous ceux qui cherchent la paix mondiale et qui détestent l'idée diabolique de laisser échapper dans l'atmosphère tous ces atomes radioactifs pour empoisonner les enfants déjà nés et pas encore nés, tous se réuniront contre la France pour avoir fait une action tellement horrible.

Il n'est pas encore trop tard pour renoncer à cette décision folle, surtout parce que nous nous trouvons à un moment historique de possible détente avec les puissances communistes. Une explosion atomique faite à ce moment, après un si long silence dû au pacte contre les explosions nucléaires exploserait bien plus que la bom-

be nucléaire ; l'espoir même de la paix mondiale pour ce qui reste du XX^e siècle et peut-être pour le XXI^e.

Je vous prie de publier cette lettre pour montrer au gouvernement français combien l'opinion publique, non seulement de l'Angleterre, mais du monde, tient en horreur l'idée d'empoisonner encore une fois le monde entier pour satisfaire à la soi-disant défense de la France.

nouvel obs

(suite)

Un coup de fil du « Nouvel Observateur » nous signale que c'est « pour des raisons techniques » que l'article de Jean Ehrard, candidat du PSU à Clermont-Ferrand, n'est pas paru dans le numéro précédant le premier tour des élections (« TS », 570). Il nous signale, en revanche, que cet article a été publié dans le « courrier des lecteurs » entre les deux tours.

La technique, c'est vrai, a parfois ses raisons que la politique ignore. Reste que dans cette campagne, le « Nouvel Observateur » avait trop clairement marqué son choix pour les tenants du Programme commun — ce qui est son droit — pour que notre camarade Ehrard n'ait pas été tenté de trouver quelque malice à ces manifestations intempestives de la technique.

Mais après tout, puisqu'ils le disent, les copains du « Nouvel Obs », bof !

comment ils ont gagné...

C'est Peyrefitte qui avait commencé : M. Marchais et l'auto-stop, le cobra et le lapin, le Pérou et le Chili... Vous vous souvenez. Et puis Pompidou avait mis le holà à cette vague d'anticommunisme (très) primaire venant directement des dirigeants de l'UDR, laissant les basses besognes de la diffamation aux CDR et autres officines annexes du régime. Et eux ne se sont pas privés : ça a été le bouquet.

« **M**ARCHAIS pas frais, Mitterrand pas franc, Moi y'en a vouloir Pompidou » : c'est loin d'être génial, mais c'est pas vraiment méchant... « Chacun sa spécialité : les socialistes vidant les caisses, les communistes remplissent les prisons » : c'est déjà du domaine du coup au-dessous de la ceinture. Dans un autre genre, il y a les dessins que nous reproduisons ici : une planche anatomique commentée, envoyée à des milliers de médecins — sur quel fichier ? — à partir d'Asnières ; admirez la dernière phrase : « Vous pouvez beaucoup pour la sauvegarder »...

Tout cela prend peut-être les Français pour des cons, mais à la limite, qu'importe. Plus grave déjà, le fait qu'un éditorial du *Parisien Libéré* — un millions de lecteurs chaque matin — se permette de commenter ainsi le Programme commun, sans s'attirer de répliques : « Adieu logements individuels, pain blanc, voitures, vacances (ou châteaux) en Espagne, et machines à laver la vaisselle... ». Mais il paraît que la diffamation n'existe pas en politique.

Il y avait aussi M. Dupont voit rouge (1), dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes ; un canard créé pour la circonstance, nommé « Révélations » (1) où l'on décrivait en termes apocalyptiques la misère des peuplades chiliennes soumises à la botte communiste. Faut croire qu'ils sont encore plus cons que les électeurs français puisque l'Unité populaire a gagné des voix... On pourrait encore

citer *Le Cauchemar*, brochure d'une quarantaine de pages, d'un « voyant » nommé M. Jean-Claude Frère, décrivant sous la forme d'un journal de bord d'un ouvrier la vie au jour le jour après l'arrivée de la gauche au pouvoir : l'élimination de Pompidou, puis des socialistes, les nationalisations votées à main levée dans 45.000 entreprises, la chasse aux catholiques — non, non les chrétiens n'étaient pas jetés aux lions... la grosse artillerie, quoi, mais on restait — je n'ose pas dire au niveau des idées...

Mais tout cela n'a pas suffi pour gagner. Il a fallu d'autres méthodes. *Le Canard Enchaîné*, dans son numéro du 14 mars, raconte comment Chirac a été élu par « corrépondance » : 1.400 votes par correspondance dans une circonscription où il ne l'a emporté que de 600 voix (au premier tour, il est vrai), mais accompagnés de certificats médicaux fournis par des gens habitant les quartiers les plus divers de Paris qui se sont donné rendez-vous — ô surprise ! — chez le même médecin parisien, le même jour à la même heure au centre médical Claude Bernard.

« retraits »

Et puis il y a la façon dont certains candidats réformateurs ont été « priés » ou « poussés » — faut-il écrire « forcés » ? — à se retirer... Si l'on vous raconte, par exemple, que dans le 15^e arrondissement (19^e circ.) où la gauche avait 14.512 voix au premier tour, le député UDR sortant 13.288 et le réformateur Jarry 6.114, « on » a fait comprendre audit réformateur que le grand magasin qui est le plus gros client de l'entreprise de nettoyage d'immeubles qu'il dirige, pourrait, le cas échéant, lui retirer sa clientèle si lui ne se retirait pas — et ce, après des interventions venant (paraît-il) de très, très haut —, n'allez

seul candidat national

M. Michel Debré a adressé à tous les abstentionnistes du premier tour dans la 2^e circonscription de la Réunion une lettre fort intéressante. La voici.

Cher Monsieur,
Sans doute n'avez-vous pas pu participer aux opérations électorales et suivre les résultats du premier tour dans la deuxième circonscription de la Réunion. Certainement vous êtes intéressés à les connaître. Je me permets donc de vous les indiquer ci-dessous :

Il y a ballottage, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de candidat actuellement élu. C'est donc le dimanche 11 mars que se jouera le sort de l'élection, mais, au-delà d'une simple élection c'est aussi l'avenir de la Réunion. La première et la troisième circonscriptions ont, en grande majorité, voté pour la Réunion, pour la France. Que la deuxième circonscription fasse de même. Tel est l'appel pressant et solennel que je vous adresse. Chacun de nous a en effet sa part de responsabilité dans cette affaire. Croyant deviner vos sentiments et les sentant proches des miens, je viens par cette lettre vous demander, avec insistance, de tout mettre en œuvre pour pouvoir accomplir votre devoir électoral le dimanche 11 mars, en votant pour M. Jean Fontaine, seul candidat national.

Alors vous voterez conformément à votre conscience et à vos intérêts.

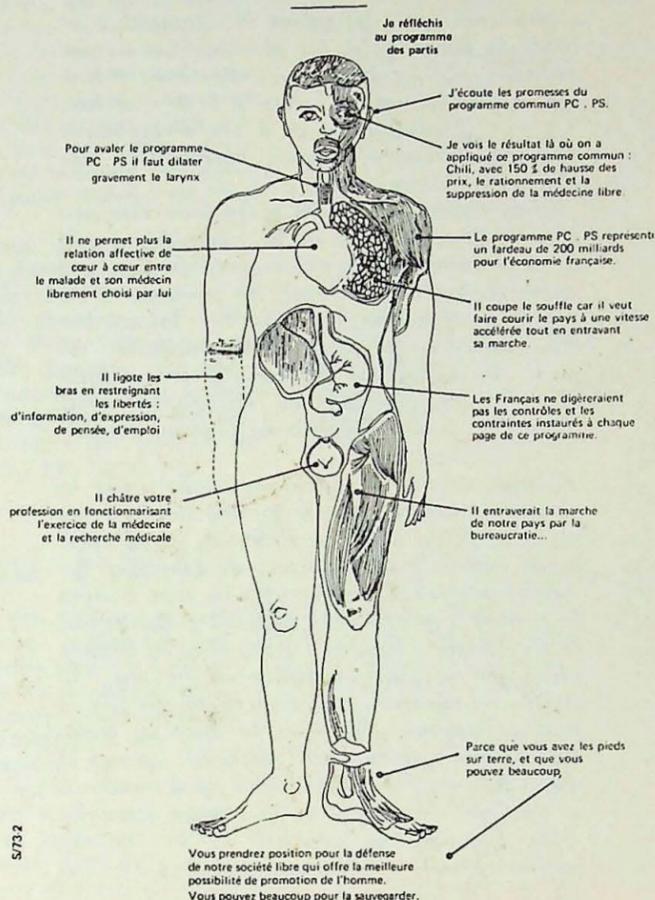
Un dernier mot : ne craignez pas les menaces. Votre sécurité sera assurée sur le chemin conduisant aux urnes.

Recevez, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Formule rajoutée à la main par Michel Debré :

— En votant dimanche, pensez à votre famille et à vos enfants. Avec ma sympathie.

Michel DEBRE.



tema

REGINE BURFIN
LE FRANÇAIS POUR TOUS
25 F

ALAIN KOKOSOWSKI
FORMATION ECONOMIQUE ET PEDAGOGIE DES SCIENCES SOCIALES
20 F

REGIS BERNARD
ECOLE, CULTURE ET LANGUE FRANÇAISE
19,90 F

REMY PRUD'HOMME,
JEAN DE LA BRUNETIERE ET GABRIEL DUPUY
LES JEUX DE SIMULATION URBANISTIQUES
19,90 F

(1) Cf l'article de Bernard Langlois, dans TS - n° 565 (7-2-73).

un projet pour le socialisme

Les élections se sont donc soldées pour la gauche par un demi-succès, ou un demi-échec selon que l'on est optimiste ou pessimiste. De toute façon, désormais, l'important c'est l'avenir. Encore faut-il pour le préparer sérieusement que chacune des organisations politiques et syndicales dont l'objectif est le socialisme ne s'empresse pas de revenir à ses pentes naturelles : un Parti socialiste concentrant toutes ses énergies sur les présidentielles et allant de concession en concession pour gagner sur sa droite les voix nécessaires au dépassement du seuil fatidique des 46 %. Un Parti communiste ne demordant pas du Programme commun et se contentant de vouloir « rejouer tel quel, le coup de 73 ». Une extrême-gauche, enfin libérée de l'accident de parcours électoral, et toute prête à réemboucher les trompettes du gauchisme et du populisme au gré « des luttes qui montent, qui montent, qui montent. »

CES tentations sont réelles. Elles permettent au moins provisoirement à chacun de consolider sa propre boutique sur le thème bien connu : « C'est la faute aux autres si nous n'avons pas gagné !... »

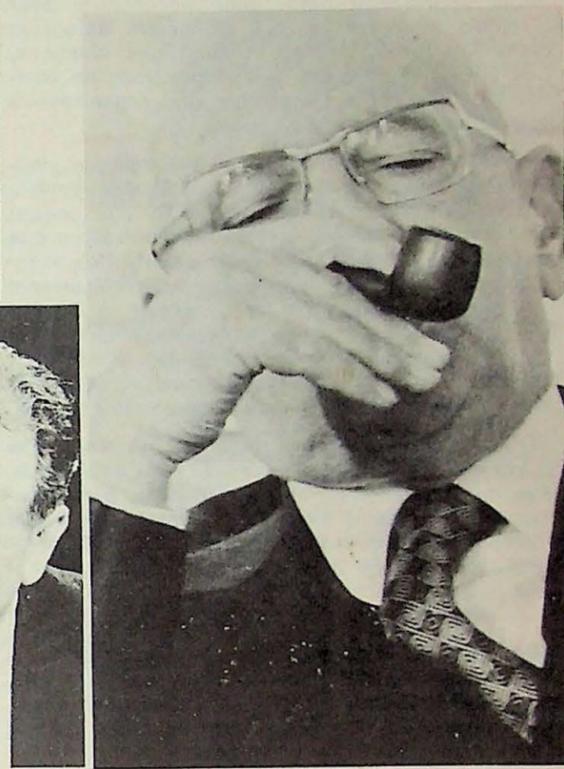
Ces schémas classiques, et statiques pourraient s'inspirer de l'apparente stabilité des résultats électoraux. Nous serions, paraît-il, revenus aux problèmes de 1967 après cette malheureuse parenthèse de Mai 68. Les uns s'en trouvent confortés pour placer tous leurs espoirs dans les batailles parlementaires. Les autres y voient la preuve que l'on ne peut décidément rien faire avec les partis réformistes. Le résultat de cette double attitude, si elle se développait, il n'est pas besoin de savoir lire dans le marc de café pour le prévoir : d'un côté, des luttes sociales importantes, dures mais sans lien avec une stratégie politique de masse. De l'autre, des grandes manœuvres parlementaires qui rehausseront quelque peu le triste spectacle de la « scène politique » mais où la bourgeoisie sera toujours, à terme, gagnante. Le P.S.U. a constamment montré au cours de cette campagne qu'une autre stratégie est possible.

Le socialisme en effet ne pourra l'emporter que s'il sort de ses tranchées pour faire une guerre de mouvement. C'est dire que les forces qui s'en réclament doivent être capables de lutter constamment, et sur tous les terrains contre la bourgeoisie en cessant de juxtaposer les luttes sociales, les luttes politiques et les luttes électorales pour, au contraire, les articuler entre elles.

C'est dire que, pour mener cette bataille, ces forces doivent être elles-mêmes en mouvement pour répondre aux mutations qui sont celles du Capitalisme contemporain. Car nous sommes bien en 1973 et non en 1967. Et les conditions de la lutte, à condition d'y regarder de près, sont aujourd'hui complètement changées pour la droite, comme pour la gauche.

le système Pompidou

Pour la droite d'abord : on a assez dit que le gaullisme était mort. Mais le « système Pompidou », comme dit Gilles Martinet, a lui aussi fait son temps — du moins sous sa première variante. Ce qui compte ici ce n'est pas les hommes en place mais les échéances nouvelles auxquelles



LA MAJORITE, ENTRE L'INTEGRISME ET L'OUVERTURE CHERCHE A NEUTRALISER LA CLASSE OUVRIERE.

se trouve confrontée la bourgeoisie française. Ces échéances qui paraissent lointaines et qui ont pris au cours de ces trois derniers mois un caractère d'urgence : l'Europe, la croissance, la transformation du système social et politique.

Trois faits illustrent la prise de conscience soudaine d'une partie de la bourgeoisie française : la crise monétaire survenue quasi symboliquement en pleine campagne électorale et lui servant de toile de fond ; l'entrée en ligne de Giscard d'Estaing au cours des dernières semaines et son discours exclusivement centré sur le problème de l'expansion ; enfin la volonté affirmée par la majorité après sa victoire de « réduire les inégalités sociales » et sur le plan politique de tout faire pour couper les socialistes des communistes. L'explication de ces faits n'est à chercher, ni dans les clins d'œil nécessaires aux réformateurs, encore moins bien sûr dans une sorte de remords social du président de la République. Il faut la trouver dans des contradictions du capitalisme français et européen qui sont en train de parvenir à maturité.

L'Europe devient une échéance, non parce qu'il s'agit de choisir entre l'Europe des Etats et l'Europe supranationale. Mais parce que la fin de la guerre du Vietnam marque pour les Etats-Unis le début d'une guerre économique « inter-impérialiste », comme l'annonçait Lénine, d'une toute première importance. Or le Marché commun, loin d'être la première étape économique d'une Europe politique, a créé toutes les conditions favorables à un vaste marché Atlantique comme l'ont montré dans leur livre nos camarades Jaumont, Lenègre et Rocard (1). Il est un peu tard pour s'en apercevoir et les efforts de Giscard d'Estaing n'ont guère eu pour résultat que de limiter la casse et reporter de quelques semaines des échéances inéluctables.

Le problème de l'expansion et de la croissance est lui aussi devenu central. Sur ce point la bourgeoisie est plus lucide qu'une grande partie de la gauche. Elle a en effet compris que ce qui était en cause c'était bien plus la nature de cette croissance, que la simple répartition de ses fruits. Elle sait que c'est là que des contradictions sociales de plus en plus graves vont naître. Son seul atout, celui que Giscard tente d'exploiter à fond, c'est de présenter le problème comme purement technique, indépendant de tout choix politique.

On le voit en particulier sur le problème de plus en plus décisif de la pollution.

nouvelles alliances

Enfin la bourgeoisie sait maintenant qu'elle a besoin d'immobiliser la classe ouvrière, du moins dans sa plus grande partie. Son alliance avec la petite bourgeoisie, par contre, la gêne de façon croissante car elle bloque sa tentative de modernisation du capitalisme. C'est pourquoi la majorité a besoin « de faire du social ». Mais elle ne peut non plus courir le risque sur le plan politique du maintien de l'accord à gauche du P.S. Car cet accord, même limité, continue de bloquer l'essentiel des forces ouvrières dans un camp anticapitaliste. Il empêche l'alternance politique mais surtout le changement d'alliances sur le plan social. Il n'est que de voir les appels pressants du pouvoir pour que se constitue une grande social-démocratie à l'allemande coupée du parti communiste, mais forte d'une confiance ouvrière pour comprendre l'enjeu.

Ce rappel des échéances nouvelles pour la bourgeoisie place le mouvement socialiste devant trois exigences : l'importance de son unité, la nécessité d'un projet socialiste et non d'un simple programme revendicatif, la mise en œuvre d'une stratégie anticapitaliste dont l'axe essentiel est le contrôle des travailleurs. L'importance de son unité d'abord : nous avons toujours affirmé que l'unité des organisations socialistes était bien loin de coïncider avec la véritable unité, celle que nous nous assignons comme objectif, et qui est celle des travailleurs, prenant eux-mêmes les moyens dans leurs luttes de dépasser les divisions qui les traversent.

Cette exigence nous la maintiendrons constamment.

Mais il serait absurde de faire comme si ces deux unités étaient contradictoires. Ceux qui pensent pouvoir renouer avec la bonne vieille tactique du Front unique à la base en s'adressant aux militants du Parti communiste et du Parti socialiste tout en condamnant leurs responsables pour « haute trahison » connaîtront les mêmes échecs que le Parti communiste de 1920 à 1935. Nous avons pour notre part un débat à mener avec nos camarades socialistes et communistes. Il sera dur. Mais il n'est pas question pour nous, pas plus

(1) Le Marché Commun contre l'Europe. Editions du Seuil. Collection Politique. En vente à la Librairie de T.S.

un projet pour le socialisme (suite)

aujourd'hui qu'hier qu'il puisse remettre en question notre unité de classe contre la bourgeoisie.

Nous aurons sur ce point la même attitude avec nos camarades des organisations d'extrême-gauche en espérant simplement qu'en ce qui concerne la Ligue communiste, elle comprenne que ce n'est pas par la livraison hebdomadaire d'insultes contre le P.S.U. dans « Rouge » qu'elle fera beaucoup avancer les problèmes qui nous divisent.

Pour approfondir cette unité nécessaire, pour la rendre offensive et plus seulement défensive comme ce fut le cas au moment des élections, nous ferons rapidement des propositions de campagne communes à l'ensemble des organisations de gauche et d'extrême-gauche.

Mais il faudra aller au-delà. La campagne électorale a montré cruellement dans quelle contradiction s'enfermait la gauche faute d'un projet socialiste mobilisateur. Au lieu de montrer ce que pourrait être un socialisme de la Liberté, les organisations signataires du Programme commun ont accentué paradoxalement la répulsion à l'égard du socialisme en le renvoyant aux calendes. Du coup la bourgeoisie avait beau jeu d'identifier, socialisme, collectivisme et étatsisme et de parler du « socialisme honteux » du Programme commun.

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de refuser la transition nécessaire au socialisme. Mais qui dit transition dit aussi nécessité de s'expliquer sur le point d'aboutissement choisi. Nous n'ôterons à la bourgeoisie des armes idéologiques aussi fortes que l'anticommunisme que si nous savons collectivement réhabiliter aux yeux des masses le contenu même du socialisme.

Pour arriver à donner à la gauche un projet il ne suffit cependant pas de convaincre. Il faut une force suffisamment importante par elle-même pour le proposer. Or aucun des courants qui se réfèrent aujourd'hui à un projet socialiste, celui

du socialisme autogestionnaire, ne possède, actuellement cette force. Ce n'est ni la C.F.D.T. seule parce que son rôle reste d'abord syndical. Ce n'est pas la gauche du P.S. qui risque de s'enfermer uniquement dans une bataille de tendances ou, pire, de cautionner simplement par sa présence une politique tous azimuts d'un parti-attrape-tout, sagement réformiste pour attirer les réformateurs et autogestionnaire pour plaire à la C.F.D.T.

stratégie cohérente

Ce n'est pas non plus les forces conjointes mais encore très faibles du P.S.U., des C.I.C., de l'A.M.R. et d'Objectif Socialiste. Toutes ces forces dispersées jouant les unes contre les autres pour mieux occuper le terrain ne réussiront qu'une chose : laisser la voie libre à la reconduction pure et simple du Programme commun ou à une opération présidentielle fourre-tout pour mieux gagner des voix sur la droite.

Par contre si les Forces qui sont prêtes à se reconnaître parties prenantes du courant socialiste autogestionnaire sont capables de prendre politiquement en charge toutes ces questions essentielles oubliées par la majorité de la gauche et de l'extrême-gauche, l'Europe, la croissance, l'autogestion, leur poids ira croissant et peut bouleverser les conditions du combat politique de la gauche.

Ces deux objectifs, l'unité de classe et le développement du courant socialiste autogestionnaire ne peuvent se réaliser sans un troisième : la mise en œuvre d'une stratégie anticapitaliste cohérente. Celle-ci nous semble être plus que jamais celle du contrôle des travailleurs. Elle est la seule en effet à pouvoir attaquer la bourgeoisie sur les points où elle est vulnérable : le pouvoir

de décision et le maintien d'un appareil hiérarchique sous toutes ses formes.

On peut, certes, comme dit Georges Séguy, « trouver de bonne guerre » d'exiger que le pouvoir réalise les promesses faites au dernier moment à Provins sous le coup de la peur. Pourquoi pas après tout : Nous n'allons tout de même pas refuser les 1.000 F par mois et l'abaissement de l'âge de la retraite, sous prétexte que la droite se trouve contrainte de les réaliser. Mais c'est la affaire de tactique, non de stratégie.

Car nous savons bien que ces revendications ne remettent en aucun cas en question l'organisation capitaliste du travail, du cadre de vie, et de la formation. La pire des illusions serait donc de croire qu'il suffit de faire traduire en projets de lois les revendications des travailleurs pour donner aux luttes sociales leur débouché politique.

Il en faut bien sûr des projets de lois, et même des lois tout court. Mais il faut surtout proposer des objectifs de lutte qui portent directement atteinte à l'organisation capitaliste. C'est dire qu'un projet socialiste doit être articulé avec un programme d'action anticapitaliste. Or c'est là un secteur sur lequel nous restons très démunis. Mis à part la lutte dans les entreprises ou les objectifs d'augmentations uniformes des salaires, de contrôle des cadences et des conditions de travail ont rompu avec la stratégie revendicative classique, nous avons comme on dit « des idées » plus que des objectifs précis.

Le P.S.U. a tenté, dans la dernière partie de son Manifeste, d'aller plus loin. Nos propositions restent pourtant insuffisantes. Et encore une fois nous ne limitons pas notre objectif au seul P.S.U. mais à l'ensemble du mouvement socialiste. Telles sont donc les tâches que nous allons entreprendre.

Comme on le voit nous avons pour les semaines et les mois à venir « du pain sur la planche ».

Gérard FERAN. ■

- ARVEL -

AU SERVICE DES FAMILLES ET DES JEUNES

Bientôt l'été... Pour le troisième été consécutif, ARVEL propose des séjours et des voyages à des prix toujours très compétitifs et souvent étonnamment bas. « Etonnamment » par rapport aux autres, car ces prix s'expliquent en fait aisément :

1. — ARVEL est une association à but non lucratif ;
2. — Une association résolument hostile à toute politique de prestige (son catalogue, format carte postale, n'est même pas en couleurs !);
3. — ARVEL passe des accords non seulement avec des associations similaires mais parfois même avec des pêcheurs (en Yougoslavie).

Certes, ARVEL ne prétend pas avoir résolu le problème du tourisme populaire et sait bien que ses prix ne sont pas encore accessibles à tous... Il n'y a pas de miracle... et ARVEL n'est pas subventionnée.

Mais existe-t-il une autre association française qui propose des séjours à l'étranger à 400 F pour deux semaines en août ?

FAMILLES ET JEUNES

SEJOURS EN YUGOSLAVIE

- Dans l'île de Cres ARVEL propose des vacances hors-série dans deux hameaux et une petite localité. On loge chez l'habitant, on mange au restaurant, on découvre en barque des plages, des îles désertes, des grottes... Pour ceux qui aiment la nature, le calme, la simplicité.

A 750 km de Chamonix par l'autoroute italienne.

2 semaines : de 320 à 475 F en pension complète selon dates et localité.

- Plusieurs Hôtels en bord de mer
De 185 F à 315 F par semaine

- En voyage collectif
2 semaines (en avion) 780 F
3 semaines (en car) 760 F

SEJOURS EN ITALIE

- Un bon hôtel dans la région de Venise
De 170 à 265 F par semaine

SEJOURS EN AUTRICHE

- Une bonne auberge villageoise dans le pittoresque et accueillant TYROL
De 245 à 310 F par semaine.

Pour ces séjours — Yougoslavie, Italie, Autriche —, des réductions sont consenties aux enfants (jusqu'à 50 %).

DEMANDEZ LE CATALOGUE : ARVEL, 12 boulevard des Brotteaux — 69006 LYON — Téléphone (78) 52 56 48.

SEJOURS ET VOYAGES RESERVES AUX JEUNES

LE FESTIVAL DE TABARKA, EN TUNISIE.

Une grande fête internationale de la Jeunesse, des ateliers et des spectacles pour tous les goûts.

Peu de confort mais des loisirs de qualité, et cela dans un village de pêcheurs doté d'une plage de sable et de fonds marins d'une grande beauté.

2 semaines 780 F au départ de Marseille
880 F au départ de Paris.

LA DECOUVERTE DU SENEGAL

Pour vivre la vie africaine, par petits groupes, en camionnettes à toit ouvrant...

3 semaines, départ de Paris 1995 F

DES CIRCUITS en Yougoslavie (950 F), en Tunisie (1020 F), au Liban (1350 F), en Egypte (1920 F dont une semaine au Liban).

DES SEJOURS dans des villages de vacances que vous pouvez rejoindre par vos propres moyens (depuis 185 F par semaine) ou en avion au départ de Paris (depuis 685 F pour 2 semaines).



Le bluff continue. On espérait des mesures énergiques de la réunion monétaire des principaux pays capitalistes du monde à Paris vendredi 16 mars. Or, comme cela était prévisible (voir « TS » n° 570 de la semaine dernière), aucune décision sérieuse n'a été prise. Les gouvernements européens n'ont obtenu aucun engagement ferme de la délégation américaine et doivent s'attendre à rejouer tôt ou tard au chat et à la souris avec les spéculateurs internationaux encouragés par Washington.

RAPPELONS brièvement la situation à la veille de la négociation du Château de la Muette. Le colossal déficit de la balance américaine des paiements dû en large partie aux investissements américains à l'étranger et aux dépenses militaires du Pentagone en Indochine, a accumulé sur les marchés monétaires internationaux plusieurs dizaines de milliards de dollars. Jusqu'en 1968, les propriétaires de ces dollars étaient théoriquement en droit d'en exiger le remboursement en or ou en devises étrangères auprès des autorités monétaires américaines. Mais devant la disproportion croissante entre d'une part les réserves fédérales d'or et de devises et d'autre part ces dollars détenus par l'étranger (appelés « balances-dollars »), le trésor des Etats-Unis a dû suspendre la convertibilité du dollar.

Les créanciers de l'Amérique, c'est-à-dire les banques, entreprises et particuliers qui possédaient des dollars, se sont alors mis à perdre confiance en la valeur officielle du

dollar. C'est pourquoi ils ont spéculé contre lui en les vendant sur les marchés monétaires contre des marks et des yens japonais. Lors de la dernière crise spéculative de ce genre, le mois dernier, il ne fait pas de doute que le gouvernement américain a joué lui-même un rôle d'instigateur. Car la dépréciation du dollar est une excellente médecine pour les exportations des Etats-Unis tandis que les réévaluations des monnaies fortes européennes ont évidemment l'effet inverse sur les exportations de la France et de ses voisins.

Mais, face à ces assauts spéculatifs, que faire dans le cadre libéral ? Il n'y a que deux positions possibles qui sont toutes deux favorables à l'Amérique : soit les pays européens soutiennent le cours du dollar en achetant les devises américaines qui affluent sur les marchés de Francfort et d'ailleurs ce qui revient à prêter de l'argent européen aux Etats-Unis qui peuvent ensuite s'en servir pour acheter les entreprises européennes ; soit les Européens refusent de sou-

tenir le cours de la devise américaine en la laissant flotter au gré de l'offre et de la demande sur les marchés monétaires. Mais alors, le cours du dollar risque de s'effondrer, permettant aux exportations de marchandises U.S. d'envahir l'Europe et le Japon.

Si l'on ne sort pas de la mécanique libérale qui ne connaît que ces deux chemins, c'est l'impasse. La conférence de la Muette n'en est pas sortie. Les participants n'ont pris qu'une mesure concrète, celle de prêter à court terme des devises étrangères aux Etats-Unis pour que ces derniers puissent soutenir le cours de leur monnaie ; cette décision d'entraide est fort courtoise mais laisse supposer que les Etats-Unis ne sont pas à l'origine de la spéculation contre leur propre monnaie. Supposition qui, on l'a vu, n'a pas de fondements très sûrs. Ainsi, cette seule décision de la conférence veut être un bluff psychologique à l'égard des spéculateurs à qui l'on dit bien haut qu'on est

décidé à soutenir le dollar. Mais dans un passé récent, on affirmait officiellement la même chose et, discrètement, les autorités monétaires américaines baissaient les taux d'intérêt à court terme pour donner le signal de la spéculation. Tant qu'on raisonnera comme si les spéculateurs sont les méchants et que tous les gouvernements sont les bons, on ne résoudra rien.

l'indépendance ignorée

Les autres aspects du communiqué final de la conférence n'apparaissent pour le moment que comme des pétitions de principe : régler le marché des euro-dollars et consolider les balances-dollars (c'est-à-dire annuler la dette passée des Etats-Unis). Nous préconisons la semaine dernière (cf. « TS » 570) ces deux mesures comme nécessaires à l'émergence d'une Europe indépendante. Mais à nouveau, aucun détail pratique n'est donné à l'appui de ces belles intentions qui rejoindront sans doute les précédentes dans les tiroirs.

De plus, aucune des autres mesures indispensables à l'indépendance européenne n'a même été envisagée : fin de l'étalon-dollar, contrôle des exportations de capitaux américains (avec instauration d'une taxe sur les investissements US en Europe), contrôle des variations de liquidités des firmes multinationales, principales artisanes de la spéculation.

En l'absence de ces décisions que ne peuvent pas prendre des gouvernements étroitement liés pour des raisons politiques, économiques et militaires à celui des Etats-Unis, l'indépendance des peuples d'Europe est un mythe. Et il y a de plus fort à parier que même d'un point de vue capitaliste, les réformettes du 16 mars ne réussiront pas à maintenir longtemps le calme.

Jacques GALLUS ■

avant d'être tous enfermés

Les statistiques officielles sur la construction de logements en 1972 viennent d'être publiées. Elles sont éloquentes. Le nombre des HLM locatives a diminué de 1 % ; par contre celui des HLM en accession à la propriété a augmenté de plus de 28 %, celui des logements qui ne bénéficiaient pas de l'aide financière de l'Etat augmente de 31 % ; quant aux appartements ou maisons individuelles en accession à la propriété, ils ont représenté 43 % du total des constructions en 1972 contre 40 % en 1971.

Ces chiffres sont éloquentes à plusieurs titres. En premier lieu, ils confirment l'intérêt croissant que les pouvoirs publics et l'appareil économique portent aux couches aisées de la population. La croissance exceptionnelle (31 %) de la construction de logements de luxe en témoigne. A l'inverse, le mépris du gouvernement pour les travailleurs modestes est également clairement inscrit dans les statistiques : non seulement l'effort pour les HLM en location ne progresse pas, mais il régresse. Ce recul de 1 % (et qui va empirer à l'avenir puisque le nombre de mises en chantier de cette même catégorie de logements locatifs a diminué de 2 % en 1972) est un des

signes les plus patents que le pouvoir Pompidou n'est pas représentatif de tout le pays mais est un pouvoir de classe.

En second lieu, la comparaison entre le secteur des logements en accession à la propriété et celui des logements locatifs est extrêmement significative d'une certaine politique : la politique Pompidou. Maintes fois défendue à propos de la famille, de l'automobile, ou de l'ordre social, cette politique se réalise également dans le logement. Il s'agit de l'intégration de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie au modèle culturel de la grande bourgeoisie, en l'occurrence, la propriété individuelle.

Tout concorde. Un mépris délibéré de ceux qui n'ont pas les moyens de sortir du mode de vie prolétaire et un effort permanent pour développer l'individualisme et l'isolement. Oui, il y a incompatibilité radicale entre cette politique-là et le socialisme de liberté. Oui, des villes populaires où s'exprime la joie de se rencontrer sont possibles. Oui, il faut changer ce régime Pompidou avant qu'il ne nous ait tous enfermés dans sa voiture, sa maison, sa télé. Ou son car de police.

Jacques GALLUS ■



Mieux saisir certains aspects du matérialisme dialectique et historique, de l'exploitation capitaliste, de la lutte des classes et des perspectives essentielles du socialisme.

INITIATION AU MARXISME.

André BARJONET

Permettre d'entrer dans la connaissance des mots et des faits essentiels de l'économie. Chercher à faire comprendre la signification sociale et politique d'expressions économiques que l'Histoire a généralement chargées d'un sens complexe.

VOCABULAIRE DE L'ECONOMIE.

Gilbert MATHIEU



A retourner à INFORMATION 2.000
32, rue Le Péletier - 75009 PARIS

Nom Prénom
Adresse
Veuillez m'envoyer :
 Initiation au marxisme 16,50 F
 Vocabulaire de l'économie 21,50 F
Ci-joint mon règlement de F sous forme d'un chèque à l'ordre d'INFORMATION 2.000.



Un secteur qui bouge beaucoup en ce moment, c'est l'école. A tous les niveaux. Comme si tous ces jeunes — étudiants, lycéens — qui viennent d'assister en spectateurs forcés à des élections où ils n'ont pas la parole, tenaient à rappeler qu'eux aussi ont des choses à dire...

Une grève dans les IUT, pour la reconnaissance nationale du diplô-

me. Des grèves prolongées en médecine, où les externes réclament le droit au SMIC horaire comme n'importe quel travailleur. Grèves et manifestations aussi des lycéens et des élèves des CET contre la loi Debré. Grève enfin dans les universités contre les DEUG.

Dans tous ces mouvements divers, une convergence, une cohérence : elle répond à une autre co-

hérence, celle d'un gouvernement qui entend former une jeunesse souple et docile et mettre l'université au service du patronat.

Cette cohérence s'exprimera tout particulièrement ce jeudi 22 mars par une série de manifestations communes dans toute la France. Un mouvement du 22 mars, ça ne vous rappelle pas quelque chose ?

● l'armée en sursis

Drôlement sages, les lycéens. Drôlement calmes. Tout le monde était d'accord là-dessus : depuis la rentrée 72, on avait enfin retrouvé la douce quiétude d'antan dans les lycées de France et de Navarre. Les chères têtes blondes avaient enfin compris que leur intérêt était de travailler. L'année 73 s'annonçait sans histoire : c'était compter sans ce brave Michel DEBRE...

AVEC le doigté qu'on lui connaît, le ministre de la Défense (pour combien de temps ?) a en effet réussi à réveiller les lycées. Il lui a suffi — une paille ! — de modifier le service national, et en particulier de supprimer les sursis pour la grande majorité des étudiants (sauf en médecine, dentaire et pharmacie).

Or s'il y a une chose qui n'a pas bonne presse, dans les lycées, c'est bien le service militaire...

Le but recherché est évident : en plaçant le service militaire en sandwich entre lycée et faculté on décourage d'une part les velléités d'études supérieures de beaucoup de jeunes (allez donc vous inscrire en fac après un an d'abrutissement militaire !) et d'autre part on fait directement passer les jeunes du lycée à la caserne, où l'on pourra en faire des hommes solides et respectueux de l'ordre établi avant qu'ils n'aient été pollués par le milieu universitaire, si dangereux, si pervers, si plein de microbes...

Domage pour M. Debré, mais on aurait pu s'y attendre : les lycéens n'acceptent pas cet embrigadement

forcé. L'arrivée des premiers avis d'incorporation a déclenché des mouvements spontanés, qui ont pris rapidement une ampleur nationale : Lille, Aix-en-Provence, Dijon, Toulouse, Clermont-Ferrand, Morlaix, etc. connaissent tour à tour des mobilisations lycéennes qu'on avait pas vues depuis longtemps.

Le pouvoir essaie bien de les rassurer : sa campagne d'explication fait long feu, comme au Havre où le film à la gloire de l'armée, projeté dans un bahut, n'a pas pu aller jusqu'à son terme. On jouait la Marseillaise sur l'écran, mais dans la salle on chantait l'Internationale... Négatif, mon lieutenant, il y a comme qui dirait de la friture sur la ligne !

A Paris, la mobilisation, bien que plus lente à démarrer, prend de l'ampleur : déjà quatre manifestations locales en trois jours et un mouvement de grève qui s'étend de lycée à lycée. Le 22, tous les bahuts seront en panne, et les lycéens dans la rue.

Pire que tout — pauvre M. Debré ! — ces bougres de lycéens ne se contentent pas de poser le problème

au niveau corporatiste : l'Unca, le PC, l'AJIS et la CGT auraient volontiers cantonné le mouvement autour du mot d'ordre : « rétablissement des sursis ». Or, spontanément, ces galopins s'en prennent à l'armée globalement, remettent son rôle répressif en cause, réclament non seulement des sursis pour eux, mais pour tous les jeunes : travailleurs, lycéens, étudiants.

Voilà où on en est, si c'est pas malheureux après un début d'année aussi peinarde.

Réunie l'autre jour à Paris la Coor-

dination nationale des Comités de lutte contre la loi Debré a fait un premier bilan de la mobilisation et défini les mots d'ordre (abrogation de la loi Debré, rétablissement et élargissement des sursis à toute la jeunesse, à bas l'embrigadement de la jeunesse). Et elle a donc décidé d'appeler les lycéens, les étudiants et les jeunes travailleurs à une journée nationale de grèves et de manifestations le 22 mars.

Et on aurait tort d'y voir le bouquet final...

Secteur lycéen ■



contre l

● Dauphine

Depuis le 6 mars, l'université Dauphine est en grève sur l'arrêté Fontanet créant le DEUG. La plate-forme suivante a été votée en AG : « Les étudiants de Dauphine refusent les mesures de sélection et de ségrégation sociale mises en place par le DEUG, la loi Debré relative au service militaire, constatent que cet arrêté et cette loi ont été créés au niveau gouvernemental et que seules les autorités ministérielles sont susceptibles de satisfaire nos revendications :

— Abrogation de la loi Debré ;
— Abrogation de l'arrêté Fontanet.
Pour assurer le succès de nos revendications, un mouvement d'ampleur nationale est nécessaire. »
Actuellement, à Dauphine, grève totale avec grève de soutien du SGI et du SNESup.

Le mouvement de grève se développe simultanément à toutes les universités parisiennes (Nanterre, Vincennes)

éveil

● la dernière trouvaille de Fontanet

Le Diplôme d'Etudes Universitaires Générales (D.E.U.G.), créé par arrêté du 27 février 1973, « sanctionne un premier cycle pluridisciplinaire de formation générale et d'orientation ». Il se réfère à la loi d'orientation Faure de 1968 : pluridisciplinarité et autonomie des universités.

La création du DEUG est la première étape d'une réforme des universités. La réforme des second et troisième cycles viendront par la suite, le DEUG n'entrant en application qu'à partir de l'année universitaire 73-74.

En quoi consiste cette pluridisciplinarité ? 5 % d'heures pour une langue vivante obligatoire pour tous, et 20 % environ d'heures pour des matières à option parmi lesquelles on retrouve bien souvent la comptabilité privée, l'administration et la gestion des entreprises, entre autres matières économiques.

Fontanet ne s'en cache pas, et l'article 1^{er} stipule bien que le DEUG est essentiellement destiné à faire entrer dans la vie active les étudiants deux années après le bac.

De plus, l'admission à suivre les cours du DEUG peut être conditionnée par un stage d'entrée, décidé au vu du carnet scolaire et dont les modalités sont à la discrétion des universités.

A quoi tend le DEUG ? Tout simplement à adapter l'Université aux besoins du capitalisme industriel, financier et commercial. Il s'agit d'une formation spécialisée en une matière, avec des notions « d'initiation à la vie professionnelle », qui doit conduire à former des techniciens ou des petits cadres d'entreprises à allure accélérée. Déjà les universités possèdent les données — fournies par le ministère — des besoins économiques de la France jusqu'en 1978. Faisons le calcul : la formation donnée par le DEUG correspond pour 3 ans seulement aux débouchés prévus. Au-delà, le cycle de la formation permanente prend le relais, et c'est l'entreprise qui assure la formation.

D.E.U.G.

nes, Censier, Jussieu, Villetaneuse, etc.), ainsi qu'au niveau national (Lille, Toulouse, Aix, etc.).

● I.U.T.

Une grève vient d'avoir lieu dans les IUT pour la reconnaissance nationale du diplôme. D'autres grèves ont lieu actuellement parmi les externes en médecine pour avoir droit au SMIC horaire comme tous les travailleurs, dans les lycées et les CET contre la loi Debré, dans les universités contre les DEUG.

Toutes ces grèves sont, chacune dans leur secteur, une riposte à un plan cohérent du gouvernement : former une jeunesse souple et docile et mettre l'université au service du patronat.

L'unité de cette riposte se manifestera entre autres jeudi 22 mars par une série de manifestations communes qui éclateront dans toute la France.

Il en résulte un double avantage pour le gouvernement : d'une part, les frais de scolarisation universitaire se réduisent sensiblement — d'autant plus que le secteur lettres, par exemple, qui n'a pas de débouché industriel prévu, est réduit à sa plus simple expression et par conséquent n'attirera plus ; et d'autre part la formation accélérée offre de la chair fraîche et malléable à l'industrie, à charge pour celle-ci d'assurer la réadaptation permanente à ses besoins, à cause de la déqualification croissante du DEUG d'une année sur l'autre.

Cela porte un nom : rentabiliser l'université aux moindres frais pour l'Etat, en privatisant l'essentiel de la formation.

Mais il y a un hic, et l'exemple des IUT dont les diplômes ne sont pas reconnus par les conventions collectives, est là pour nous le montrer : les industriels accepteront-ils ces diplômés qui répondent certes aux premiers besoins, mais qui coûtent cher à la longue ? Et les prévisions pour 78 sont-elles exactes ? En un mot, les débouchés industriels des DEUG existent-ils vraiment ? Rien n'est moins sûr.

filières

Qu'advient-il des autres étudiants ? Pour les étudiants actuels, la création prochaine et déjà connue des syndicats enseignants, des CUFM — dernier avatar des CFPM de l'an passé — les adapteront à la demande gouvernementale et privée en enseignants. Pour d'autres ce sera les Instituts Régionaux d'Administration, les IUT ou d'autres filières spécialisées, qui ne sont en fait que d'étroits ghettos, dans lesquels on ne fera que du professorat, que de la gestion, etc., selon un choix initial irrévocable.

De plus la réforme des second et troisième cycles universitaires, qui doit suivre celle du premier, créera un barrage dans le supérieur, réservant la recherche à une élite, dûment contrôlée.

Que va-t-il se passer ? Il s'agit de rapprocher les DEUG, les CUFM du décret Boulin en psycho, du numéris clausus en médecine, etc. et des lois Debré sur la suppression des sursis. Ce n'est pas n'importe quoi : il y a un plan d'ensemble visant :

— A ce que l'armée soit la continuation directe du Bac et des C.A.P. et dans ces cas, comme cela existe déjà, elle formera elle-même les O.S. et les O.P. nécessaires à l'industrie (débouchés pour les J.T.) et offrira aux autres le cadre idéologique du conformisme menant :

— A ce qu'au sortir de l'armée, un petit nombre seulement de jeunes accède à l'Université (coûts réduits) et qu'au bout de deux ans seulement, par l'une des filières décrites ci-dessus, le capitalisme puisse les employer. Pour peu de temps, mais ce n'est plus le problème du Gouvernement puisqu'il y a une loi sur la formation per-

manente. Ces débouchés assurent donc l'emploi de la petite bourgeoisie universitaire après conditionnement à l'armée.

Par le jeu des spécialisations, des ghettos de formation, on en arrive donc au deuxième but du Gouvernement : vider les universités des étudiants, éléments remuants, non productifs, coûteux et générateurs de chômage (la question se posant alors de savoir si on ne retrouvera pas le chômage après le DEUG).

Tout ceci aussi a un nom : cela s'appelle restructurer l'Université.

On va donc aboutir, par une formation spécialisée, ultra-rapide et donc vite dévaluée, à une prolétarianisation des couches moyennes, qui vont se retrouver rapidement sous-formées, inadaptées à la demande et iront rejoindre les ouvriers sur les bancs de la formation permanente.

Il s'agira donc, pour ces derniers, d'imposer le contrôle ouvrier sur la F.P., car ils vont voir affluer dans leurs entreprises cette main-d'œuvre technicienne formée à trop court terme, et qui contribuera à bloquer l'accès de la classe ouvrière à la formation permanente.

D'autre part, et cela est extrêmement important, la formation de l'élite dans les grandes écoles, la formation de ceux qui contrôlent vraiment, cette

formation n'est pas réduite et est même accentuée et diversifiée, ainsi que favorisée par les lois Debré. C'est aussi le but des réformes universitaires d'accroître l'écart existant entre ceux qui décident et ceux qui subissent.

Dans cette lutte qui va s'ouvrir entre les étudiants et les lycéens d'une part et le Gouvernement de l'autre — lutte qui concerne de près la classe ouvrière — il s'agira donc de ne pas se tromper d'adversaire, de bien comprendre le mécanisme de restructuration et de rentabilisation capitaliste de l'université, de ne jamais oublier que les intérêts des étudiants et des lycéens ne sont pas toujours compatibles avec l'intérêt de la classe ouvrière.

Ce sera aussi un moment privilégié pour poser les problèmes du contrôle ouvrier sur la formation permanente et du rôle de l'école dans la société capitaliste, de mettre ces questions en parallèle avec le projet socialiste autogestionnaire du manifeste et de lutter en conséquence.

BERSA
(Secteur Etudiant)

— L'arrêté du 27-02-73 créant le DEUG est publié au « JO » du 3-03-73.

— Un bon article de Guy Herzlich dans « Le Monde » des 4-5 mars 1973 est à consulter absolument.

● médecine : la tache d'huile

Les étudiants en Médecine de Rennes entament leur huitième semaine de grève totale, le président de l'Université vient de fermer la faculté. A Paris et en région parisienne la grève des fonctions hospitalières fait tache d'huile : Créteil, St-Antoine, Paris Ouest, Necker, bientôt la Pitié-Salpêtrière, Kremlin-Bicêtre, etc.

DEPUIS la grève de 69 contre l'arrêté Guichard-Boulin, les étudiants en médecine s'étaient manifestés par des escarmouches parfois victorieuses (Cochin, Broussais, Lariboisière). Aujourd'hui se dessine un vaste mouvement, parisien sûrement, vraisemblablement national. Le mythe de la « loi Edgar Faure » s'est écroulé. Les étudiants reprennent leurs affaires en main. Comme à Rennes.

C'est la 8^e semaine de grève. Une grève active : explication à la population, dans les dispensaires, les centres de SS. Manifestations, meetings, création d'un comité de soutien. En deux mois, les étudiants sont sortis du ghetto.

Plus seulement une grève d'étudiants réclamant une meilleure formation, le mouvement est devenu le symbole de l'exploitation de la Bretagne : les étudiants dénoncent la sous-médicalisation de leur région, le manque d'hôpitaux, de structures sanitaires diverses, de médecins.

Ils expliquent comment la sélection sur concours dans le premier cycle des études médicales, perpétue la pénurie.

L'abolition du numerus clausus est en passe de devenir un mot d'ordre populaire : ça sent bon le Joint Français...

créteil ensuite

Le jeudi 1^{er} mars, les étudiants hospitaliers du CHU Créteil décident la grève des fonctions hospitalières pour obtenir une rémunération mensuelle décente sur la base du SMIC horaire, trois ans de stage hospitalier rémunérés, un an de stage interne à fonction thérapeutique rémunéré.

C'est la circulaire du ministère de la Santé publique, transformant leur ridicule indemnité en salaire impossible qui est à l'origine du mouvement. Les étudiants en grève insistent

sur le fait « qu'ils acceptent le statut de salariés, et donc l'imposition, mais exigent de ce fait une revalorisation de leur revenu ».

Les étudiants se fixaient deux objectifs :

— généraliser la grève. En cours de réalisation ;

— l'expliquer au personnel hospitalier et à la population.

soutien aux étudiants

Le personnel hospitalier a manifesté son soutien aux étudiants grévistes en signant massivement des pétitions. A Créteil, les étudiants ont compris la leçon de Rennes et sortent du ghetto autrement que par des mots d'ordre.

Toute une campagne d'explication est prévue cette semaine qui doit aboutir à un meeting sur la santé.

Dans leur conférence de presse de la semaine dernière les étudiants en grève déclaraient : « Nous considérons que notre grève sort du corporatisme. En effet, notre lutte rejoint l'intérêt collectif des travailleurs. En exigeant une formation correcte de médecins en plus grand nombre, on ne fait que servir la santé de la population. »

« Notre grève s'inscrit dans la lutte de l'ensemble du personnel hospitalier, contre son exploitation par l'Assistance publique. » « C'est aussi une grève de travailleurs en milieu étudiant. »

« Ces objectifs s'inscrivent dans une remise en question globale de la politique de santé. C'est pour cela que nous demandons à l'ensemble du personnel hospitalier, aux organisations syndicales et à la population de soutenir notre mouvement. »

J. S. ■
(membre du Comité de grève de Créteil).

● IMMIGRÉS : pourquoi pas les mêmes droits ?

UNE première victoire vient d'être remportée. La circulaire Fontanet-Marcellin est, de fait, annulée temporairement. Le ministre de l'Intérieur (comme par hasard c'est lui !) semble avoir donné des instructions à toutes les préfectures pour que des autorisations de séjour de trois mois soient délivrées à tous les travailleurs immigrés entrés en France avant le 1^{er} février. Dans la plupart des endroits où des travailleurs immigrés, ont dû recourir à la grève de la faim en désespoir de cause, les instructions ont été suivies d'effets.

L'ÉTAT Pompidou-Messmer, représentant de la bourgeoisie et du capitalisme, a reculé, mais il n'a pas cédé. Il a reculé devant la courageuse détermination des travailleurs immigrés. Il a reculé devant le grand mouvement de soutien populaire qui est allé en s'élargissant tout au long des trois derniers mois, et cela malgré la « trêve » de fin d'année, l'hiver et les élections législatives.

Il n'a pas cédé. Son objectif reste le même : utiliser la main-d'œuvre étrangère comme force d'appoint dans les secteurs déterminants de la production. Selon la « loi » de l'offre et de la demande, les produits se vendant avec plus ou moins de profit, il embauche (par le canal de l'Office national de l'immigration — ONI), la main-d'œuvre dont a besoin le patronat. Il embauche et il débâche, sans autre forme de procès.

Pour fonctionner, le système capitaliste a besoin d'une réserve de main-d'œuvre. En France, jusqu'à la fin du V^e Plan (1970), on a appelé ça pudiquement et technocratiquement « un volant de chômage ». Parce que supposons qu'il n'y ait plus de « concurrence » sur le « marché » du travail, eh bien,

les patrons ne pourraient pas faire le chantage au salaire, à l'emploi, aux conditions de travail, etc.

esclavage et racisme

Or, depuis les luttes dures des travailleurs français de 1967, démultipliées en Mai 1968 et poursuivies depuis lors contre tout ce qui constitue l'ossature même du système de division et d'exploitation (cadences-rendement, hiérarchie, « participation », etc.), le prolétariat et l'ensemble du peuple rejettent toute idée institutionnalisée de « volant de chômage ». Les technocrates du plan ont été démasqués derrière leur jargon (comme actuellement sont démasqués les prétendus « experts » financiers avec leur dans l'affrontement vif des différents impérialismes à travers les monnaies) : ils font la politique des patrons.

Aussi, pour remplacer les indispensables chômeurs français, le patronat a mis en place un système d'appel temporaire à la main-d'œuvre de pays moins développés où, souvent, sévit un grave chômage. Il a fait mieux : il a tenté de faire avaliser par les travailleurs français cette politique. La circulaire Fontanet-Marcellin est, de ce point de vue, admirable. Avec elle, plus de travailleurs immigrés en chômage ; des contrats de travail, des logements en prime. Le tout bien tenu en main par le ministre de l'Intérieur.

Quand on sait avec quelle impudeur (pour ne pas dire avec quel racisme) les patrons refusent les contrats, les logements (où les loyers) décents ; avec quelle impunité ils licencient, rompent un contrat de travail sous des prétextes fallacieux dont l'énormité ne trompe personne, sauf les différents justes, on voit dans quel sens la circulaire peut être appliquée. Elle réhabilite l'esclavage, elle répand l'odeur du racisme qui n'est autre qu'un produit de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Et c'est vrai, les travailleurs français n'ont pas vu le piège, ni su le déjouer. Les organisations politiques, syndicales anticapitalistes et anti-impérialistes ont une grande part de responsabilité puisqu'elles n'ont pas informé, ni mobilisé suffisamment les travailleurs, alors qu'elles sont là pour ça. Dès lors, pourquoi s'étonner que le racisme couve chez certains travailleurs français ? Pourquoi s'étonner que seuls des appels humanitaires, charitables ont trouvé chez eux un certain écho ?

une longue bataille

Par leur résistance à « l'expulsion, faute de contrat », les travailleurs immigrés ont ouvert la voie à la lutte contre la bourgeoisie française et son plan de chômage nouvelle version. Mais c'est une lutte qui concerne tous les travailleurs français, avec en premier lieu



la classe ouvrière, celle qui produit les richesses et dans laquelle les travailleurs immigrés tiennent une place importante.

Tous les travailleurs savent bien que lorsqu'à l'intérieur d'une usine, dans un atelier, un bureau ils n'ont pas des droits identiques, ils sont davantage soumis à la volonté du patron ou de ses représentants. C'est pour cela que tous les droits que peuvent conquérir les travailleurs immigrés sont une victoire pour les travailleurs français. Il faut que l'inverse soit aussi vrai. C'est l'intérêt de tous pour mener la lutte contre l'exploitation.

La bataille pour l'abrogation définitive de la circulaire Fontanet sera longue. Sans doute, le nou-

veau gouvernement publiera un texte un peu différent dans sa forme. Mais il reproduira les mêmes effets, parce que c'est un instrument important de la politique que mène le patronat français, avec la complicité des patronats du tiers monde. On s'en est aperçu avec la réaction du gouvernement tunisien qui désavoue et menace les immigrés de Tunisie qui ont mené la lutte contre leur expulsion.

Bataille difficile qui a besoin d'une large popularisation sur une base politique sans ambiguïté. Elle passe par un axe central : l'exigence de l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés. Tout tourne autour de cette exigence, y compris la demande d'abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin. Elle exige une mobilisation de masse et des actions de masse qui dépassent largement le cadre d'appels ou de recours à des institutions (gouvernement, justice, police, ligue des droits de l'homme), etc.

Sur cette base, on pourra chercher à coordonner toutes les initiatives, multiples, larges et populaires, qui ont vu le jour et vont continuer à apparaître dans les jours et les semaines qui viennent. Les ambiguïtés levées, les travailleurs français seront plus nombreux encore à se sentir concernés par la lutte que mènent les travailleurs immigrés.

Michel CAMOUIS. ■

témoignages

— « Le patron m'a embauché sans exiger de papiers, en me disant que je peux rester jusqu'au jour où il n'a plus besoin de moi. »

— « J'ai jamais demandé à mon patron de me faire des papiers, car je sais que si je lui demande, il va me renvoyer aussitôt. »

— « J'ai demandé au patron des fiches de paie. Il m'a dit : « Tu n'as pas de papiers, je ne peux pas te les faire. » J'étais

à 4,25 F de l'heure à 54 heures par semaine. Pour le contrat, le patron a déclaré 6 F de l'heure. »

— « Je travaille sans fiche de paie 10-11 heures par jour comme maçon. Le patron a fait deux contrats refusés. Le patron n'a jamais payé, il me donne des acomptes : 200, 500 F. J'ai jamais eu mon salaire. »

— « J'ai demandé ma carte de séjour et de travail à la Préfecture puisque je travaille

en France depuis 2 ans ; elle m'a donné huit jours pour quitter le territoire. »

— « Je n'ai aucune garantie et je peux être arrêté par la police à n'importe quel moment. Je suis obligé de vivre dans la clandestinité. Je ne connais que ma chambre et le boulot : c'est le seul moyen d'échapper aux contrôles. »

(Recueillis par le Comité de défense des travailleurs immigrés.)

● Alberville : le bilan

La grève des travailleurs marocains du bâtiment (chantier de Frontenex en Savoie) s'est déroulée pendant la campagne électorale. La section locale du PSU qui avait décidé de ne pas présenter de candidat a pu s'investir dans l'action de façon plus active que si ses militants avaient déjà été mobilisés ailleurs.

Mais l'analyse publique des problèmes du tiers-monde, la lutte contre la circulaire Fontanet (dans une section où M. Fontanet se présentait en personne aux électeurs) n'ont pas été faites dans le cadre de la campagne. Cela, sans doute, a manqué, car nos camarades du PS et du PC ne l'ont pas fait non plus. Il y a eu une stricte division du travail : au PSU, la présence active dans le comité de soutien. A l'Union de la gauche l'action de type électoral sans aucun élargissement visible à l'horizon international.

Une campagne électorale, est-ce propice à l'expression de solidarités difficiles ? Oui, à condition d'éliminer tout patriotisme d'organisation, toute tentative pour récupé-

rer ou annexer le mouvement (et là nous étions aidés par notre « désintéressement » visible sur le plan électoral). Les collectes, les campagnes de signatures, les tracts explicatifs ont reçu un accueil favorable.

Nous avons refusé d'organiser un soutien de type Croix-Rouge, en insistant pour présenter une analyse politique. Ainsi, la lutte des classes est apparue plus clairement qu'en d'autres circonstances.

Enfin, le fait que nos camarades de Chambéry aient déjà, à travers l'affaire Demuth-Carlesse (procès des travailleurs immigrés, soutenus par la CFDT, contre leur employeur) mené et gagné un type de combat similaire, a été important. Une bonne coordination s'est faite entre nous.

« TS », insérant rapidement nos communiqués, a été un bon soutien. C'est le seul hebdomadaire de gauche ou d'extrême-gauche qui nous ait aidés. ■

Merci, cela nous encourage à faire mieux. — NDLR.

● animateurs sociaux : la réplique s'organise

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il se passe des choses du côté des animateurs et travailleurs sociaux. Depuis la longue grève des animateurs du Foyer des Lads à Maisons-Laffitte, ça ne va pas en s'arrangeant. C'est que du côté du pouvoir et du patronat on est bien décidé à intégrer ces gens. Il faut qu'ils forment comme on veut qu'ils forment. Ils ne sont pas là pour avoir des idées.

Quelques exemples récents : ● L'U.F.C.V. (Association d'Éducation Populaire) vient de licencier deux animatrices en formation. Elles n'étaient sûrement pas dans la bonne ligne. C'est que l'U.F.C.V. vit pour une bonne part de subventions du Gouvernement. Alors, il faut bien faire des concessions.

L'ennui c'est que les animateurs trouvent ça scandaleux et s'organisent pour exiger la réintégration des licenciées et poser le problème de leur statut.

● Dans l'Essonne, les éducateurs en formation du C.E.M.E.A. ont osé venir déranger le déroulement de la campagne électorale. Figurez-vous que malgré une loi de 1968 sur leurs salaires, c'est toujours l'anarchie. Il y a quelques semaines, on leur a bien payé des rappels de parfois 15 mois, mais qui s'arrêtaient en juillet dernier pour la plupart.

Des manif, des délégations, des distributions de tracts à quelques jours des élections. La Préfecture rassure, mais ne prend aucun engagement.

● Dernier exemple de l'Association des Foyers de Jeunes. Là il faut miser l'organisation syndicale qui se met en place et qui demande les mêmes droits que dans toutes les entreprises. La Direction réplique par le licenciement d'un délégué et la mise à pied d'un autre. Ça, c'est social.

Trois exemples, et il y en aura beaucoup d'autres. C'est qu'on peut tout se permettre dans ce milieu. Un foyer fermé pendant des mois, ça n'est pas gênant. Des travailleurs licenciés, ça ne provoque pas de mouvements de masse. Pour le travailleur social, c'est se soumettre ou se démettre.

Mais la réplique s'organise. Outre le syndicalisme qui se développe dans cette branche, le groupe d'Information des Travailleurs sociaux (G.I.T.S.), a entamé une réflexion sur la profession et la fonction des travailleurs sociaux.

Il est nécessaire que rapidement tout cela débouche au niveau politique. Dans cette perspective, le P.S.U. vient de mettre en place une commission « Travail social et Animation », (1) son but est de regrouper tous les camarades concernés. Qu'on se le dise.

J. F. ■

(1) * Commission Travail Social et Animation, 9, rue Bonomée, 75015 Paris.

• COFRAMAILLE : une brèche dans le salaire au rendement

DANS la vallée de la Bruche, samedi matin, 10 mars, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre : « Les Willot ont cédé, les ouvrières de la Coframaille ont gagné ! »

Le texte de l'accord signé après 25 jours de grève et 5 jours d'occupation du siège Willot à Lille est clair : le salaire sera libéré du rendement, les frères Willot leur ont garanti tout de suite 90 % du salaire fixe, et les 10 % restant seront obtenus sur un an. Les ouvrières sont fermement décidées à contrôler l'application de l'accord.

Le succès des filles de la Coframaille (groupées dans une section CFDT) est celui de tous ceux qui, à Schirmeck et dans la région, ont soutenu leur lutte contre le travail au rendement.

C'est celui de tous les travailleurs qui sont au rendement. Désormais, pour ceux-là, rien ne sera

plus comme avant. Il a été possible de faire plier les frères Willot, il sera possible de faire plier les autres patrons pour obtenir la suppression du travail au rendement.

Ce succès est aussi celui de toutes les femmes qui travaillent et qui n'avaient jamais osé lutter dans leur entreprise. Cette grève, conduite et gagnée par des femmes, montre qu'il est possible de lutter contre la toute-puissance des patrons.

Si les quatre-vingt-seize de la Coframaille ont pu vaincre, c'est parce qu'elles ont su rester unies dans la lutte. C'est aussi parce qu'elles ont osé s'adresser aux véritables responsables, à ceux qui détiennent le pouvoir de décision : les Willot. En occupant le siège de Lille, elles savaient qu'elles frappaient au cœur même du trust.

Succès des ouvrières spécialisées, c'est aussi le succès de la démocratie ouvrière pour le contrôle de l'entreprise. Mais rien n'est acquis définitivement, surtout en régime capitaliste dont la loi est le profit et le travailleur au service du profit. Les Willot espèrent bien re-

prendre ce qu'ils ont concédé. Dans un mois, dans un an, qu'importe. Le système du rendement est indissociable du système du profit. En changeant les machines, en déplaçant les ouvrières, ils essayeront de briser, déchirer le protocole qu'ils ont dû accepter. Ils tenteront de faire que les ouvrières de la Coframaille soient leurs propres exploités en les amenant à décider elles-mêmes de l'élévation des cadences ou du refus d'un salaire supérieur proposé en échange.

Mais, elles l'ont déclaré, cela ne les fera pas renoncer à s'occuper de leurs affaires. Quand elles disent : « ce ne sera, ici, jamais plus comme avant », elles construisent dans la lutte une autre société, une société socialiste. Pour y parvenir, des millions de travailleuses et de travailleurs devront, comme elles, prendre leur destin en main. C'est ce qu'ont aussi essayé d'expliquer les membres du comité de soutien au sein duquel nos camarades PSU ont pris une part active. C'est pourquoi ils continuent à populariser la lutte et le succès de la Coframaille.



COFRAMAILLE : les filles chez les Willot - Coup pour coup...

LE PROTOCOLE :

12 articles qui peuvent servir... ailleurs

Article premier. — La direction générale garantit au personnel, jusqu'à la fin du deuxième mois suivant la date de la reprise du travail, un salaire égal à la moyenne des salaires des trois meilleurs mois de septembre 1972 à janvier 1973 inclus (à la condition que le rythme de travail antérieur soit maintenu).

Ce salaire sera communiqué aux intéressés dans les huit jours suivant la reprise du travail. A la demande du personnel, certains cas particuliers pourront être examinés, pour revaloriser cette moyenne si nécessaire. Cette mesure est destinée à permettre la mise en place à Schirmeck, avec la direction du département Coframaille et la direction de l'usine, du système de rémunération défini ci-dessous, et de ses modalités pratiques d'application.

Article 2. — Les garanties de salaire en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1973 sont maintenues.

Article 3. — Les augmentations de salaires résultant d'accords nationaux, régionaux, lo-

caux ou d'entreprise s'ajouteront aux dispositions de l'accord.

Article 4. — Etablissement d'un système permettant la suppression progressive des salaires au rendement, par étapes successives :

1. Au départ, garantie d'une partie fixe de 90 % de la moyenne individuelle définie dans l'article premier.

2. Cette partie fixe sera portée successivement à 92,5, 95, 97,5 et 100 % au cours des quatre étapes de trois mois chacune. Pendant cette période, la moyenne de salaire collective antérieure, ainsi que le rythme de travail seront assurés.

Article 5. — Le passage d'une étape à une autre sera subordonné au maintien du rythme de travail, sauf si la baisse du rythme intervient pour une raison indépendante de la volonté des intéressés.

Article 6. — Pour les personnes qui changent fréquemment de poste ou d'articles, il sera appliqué le salaire moyen de la catégorie (à condition que ces

personnes aient un rythme normal de travail). Si ces mêmes personnes ont une moyenne des trois meilleurs mois supérieure à la moyenne de la catégorie, cette moyenne sera garantie.

Article 8. — Si un atelier n'était pas d'accord avec les clauses ci-dessus, cela ferait l'objet d'une étude en commun (entre la direction du département et les délégués syndicaux).

Article 9. — A l'issue de la période transitoire, le maintien de la compétitivité, condition de la survie de l'établissement, devra faire l'objet d'un constat entre la direction du Département et les divers ateliers.

Article 10. — En raison des difficultés techniques de reprise, trois journées de travail seront payées aux grévistes.

Article 11. — Il n'y aura pas de sanction pour faits de grève.

Article 12. — Cet accord sera déposé au greffe du tribunal d'instance de Molsheim, statuant en matière prud'homale.

• ANNECY : bavures légales

Paul Quentin Froignant, ça vous dit quelque chose ? Il a eu récemment les honneurs de la grande presse, et même des radios. Arrêté par les gendarmes, inculpé pour escroquerie malgré ses dénégations, M. Froignant est resté neuf jours à la prison de Bonneville, avant que son innocence ne soit reconnue par le tribunal d'Annecy.

Or, le cas de M. Froignant n'est pas unique en son genre. Et il y a des gens, à Annecy et dans la région, qui commencent à trouver que les représentants de la loi ont la main un peu lourde dans ce secteur et qu'ils commencent décidément beaucoup de « bavures » : arrestations arbitrai-

res, expulsions illégales, perquisitions sans mandat, passages à tabac... Un Comité Vérité et Justice vient de se constituer, qui dispose déjà d'un assez joli catalogue de faits précis s'étant déroulés dans les derniers mois et qui prouvent le zèle particulier des forces de l'ordre — tous uniformes confondus — dans le département de Haute-Savoie.

« Ces cas sont trop nombreux — dit le Comité — pour qu'on puisse parler de cas exceptionnels, de bavures, de ratés. Et puis il y a tous ceux qui n'osent pas protester. Qui contrôle ces forces de l'ordre ? Qui sanctionne ces voies de fait ? »

A tout hasard, on vous donne l'adresse : Comité Vérité et Justice de Haute-Savoie, 11, impasse du Bois-Joli, 74000 MEYTHET.

Correspondance. ■

• logements : du potin chez Félix

Concurrencé par les grandes surfaces, l'épicerier Félix Potin se reconvertisse dans l'immobilier. C'est déjà ancien : depuis le début des années 60, il construit de belles tours dans les quartiers nord de Paris. C'est, paraît-il, du logement social, mais en vérifiant leurs quittances les locataires s'aperçoivent vite que les loyers augmentent en moyenne de 8 % par an et qu'ils ne sont pas indexés sur le taux le plus bas de l'indice du coût de la construction.

Bref Félix Potin, sous la couverture d'une société immobilière qu'il contrôle, n'a qu'un but : gagner davantage que dans la crèmerie. Elle fait donc des économies sur tout : le personnel d'entretien et les équipements collectifs pourtant prévus.

Dans la tour de la rue de Flandres, il existe une salle de réunion (utilisée comme bureau de loca-

tion des appartements) et une garderie pour enfants avec sanitaires adaptés aux usagers (utilisés comme placard à balais).

Depuis des mois l'Amicale des Locataires, à coups de pétitions et entrevues réclame l'ouverture de cette garderie. Sans résultat. Le 7 mars dernier un groupe de femmes de l'immeuble décide l'occupation des lieux. C'est jour de congé scolaire. En quelques minutes, 30 femmes et leurs enfants entrent dans le local, le nettoient, diffusent un tract appelant les autres femmes et leurs enfants.

Panique du côté de chez Félix. Le lendemain il envoie un de ses employés pour remettre les balais en place et repeindre les vitres en blanc.

Le samedi 10 mars, femmes, hommes et enfants plus nombreux, décident de renouveler l'assaut. Félix se dégonfle. Il remet les clefs et envoie le même employé pour gratter les vitres. Il propose une entrevue avec le groupe des femmes pour le mardi 13. Il y annonce sa décision d'ouvrir enfin la garderie. Il va même refaire le plafond.

Voilà. Encore 1999 fois comme ça et on aura les 2.000 crèches promises par M. Messmer... N'est-ce pas ?

Correspondant.

• COFREDA : un patron " nouvelle société "

Cela va bientôt faire un mois que le personnel (employé et cadre) de la COFREDA est en grève illimitée. La COFREDA — compagnie pour favoriser le regroupement économique dans l'agriculture — est une petite boîte privée, mais liée en fait au ministère de l'Agriculture, dont le boulot consiste à aider l'adaptation du secteur agricole aux dures réalités de la société capitaliste moderne. Elle emploie une soixantaine de personnes, dont la moitié en poste en province. Les revendications portent notamment sur le salaire (salaire minimum à 1.350 F. Augmentation de 200 F pour les salaires inférieurs à 2.000 F), le statut (uniforme pour tous les salariés) et une limitation de la durée des déplacements en province, actuellement soumis au pouvoir discrétionnaire du patron.

Lequel patron, qui a d'abord re-

fusé tout contact avec les grévistes, tente actuellement de casser le mouvement par tous les moyens (chantage à la fermeture, pressions individuelles, etc.) et se retranche derrière le ministère de tutelle pour éviter d'avoir à donner satisfaction à son personnel.

Tout cela n'a rien de très classique. Ce qui est amusant, c'est la personnalité du patron en question, un certain René Grousard, qui était, il n'y a pas si longtemps, avec les Nora et autres Worms, chef du rayon agricole des grands magasins Nouvelle Société de M. Chaban-Delmas... Son image de marque, à laquelle il tient beaucoup, de libéral et de gaulliste de « gôche », risque d'en prendre un vieux coup !

A la COFREDA, le personnel, cadres et employés unis dans un comité de grève autour de la section CFDT, n'a pas l'intention de mettre les pouces. ■

ICI PRAGUE...

« Ici Prague : L'opposition intérieure vous parle. » La récente parution de ce recueil de documents rédigés par les principaux membres de l'opposition victimes de la normalisation en Tchécoslovaquie, permet à Claude VANCOUR de dénoncer la pratique des procès politiques par le gouvernement Husak. L'attitude passive d'une large fraction de l'opinion progressiste occidentale est également mise en cause dans cet article.

La plupart des auteurs des documents sont depuis le printemps 69 soit exilés, soit emprisonnés. La persécution des responsables du Printemps de Prague, ne fait que s'accroître.

Rappelons à cet égard les procès de l'été dernier à Prague, Brno et Bratislava. Une machination honteuse a permis aux actuels dirigeants tchécoslovaques de condamner des communistes et des socialistes pour la simple expression de leurs idées. En un mois, 47 personnes ont ainsi été condamnées à 118 mois de prison. Husak les taxe d'« éléments criminels » et prétend qu'il n'y a pas eu de procès politiques dans son pays.

Or Tesar et Batek ont été condamnés à 4 et 6 ans de prison pour avoir écrit dans le Manifeste en 10 points (publié dans le livre de Pelikan) : « Nous soutenons les communistes qui reconnaissent le caractère légal du XIV^e Congrès clandestin d'août 1968 et qui aspirent à débarrasser le Parti de ses déformations en se plaçant au service du socialisme à visage humain ».

Ces prisonniers dits « spéciaux » ne bénéficieront pas de l'amnistie récemment annoncée à l'occasion des élections présidentielles. C'est un aveu du caractère politique de leur détention. De plus les conditions d'incarcération sont de plus en plus du-



AOÛT 68 : Lénine, réveille-toi, ils sont devenus fous

res : absence quasi totale d'un minimum sanitaire et hygiénique, surpeuplement dans les cellules (jusqu'à 3 détenus pour un espace de 7 m²), contacts avec l'extérieur réduits au minimum.

Sans cesse de nouvelles mesures sont adoptées pour renforcer l'appareil répressif. Ainsi une loi récente autorise la police politique à perquisitionner selon sa propre appréciation en tout lieu et en tout moment sans mandat.

« indépendant »

Enfin Indra, le leader de la faction dure du P.C.T., a reçu dernièrement les chefs de la police politique qui lui ont demandé de sévir « contre les gros poissons et non pas seulement contre les petits ».

Quelques noms ont été avancés : ainsi d'anciens membres du comité central U. Slavik, J. Spacek, J. Smrkovsky, Kriegel et bien d'autres sont menacés d'emprisonnement. Ils sont déjà privés de tout emploi depuis 69.

Les documents présentés par Jiri Pelikan, en témoignant du caractère socialiste de l'opposition tchécoslovaque, démentent par là même les allégations du P.C.T. selon lesquelles les responsables du Printemps de Prague sont des « contre-révolutionnaires » qui ont voulu « restaurer le capitalisme ». En fait le « Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques » qui organise la résistance a signifié clairement qu'il liait sa cause à celle des pays socialistes et du mouvement communiste et socialiste mondial. Pelikan et ses camarades font appel à cette opinion et à elle seule pour l'amener à faire pression sur les normalisateurs et les occupants de la Tchécoslovaquie. Le programme du « parti des exclus » revendique principalement :

— Le retrait des troupes d'occupation.

— L'indépendance nationale et l'établissement de bonnes relations avec tous les pays socialistes et communistes du monde, y compris la Chine.

— Un système de planification démocratique et le rétablissement des conseils ouvriers liquidés en 69.

Dans la conclusion de son livre, Pelikan lance un appel à tous les « par-

le retour du Peau-Rouge

Depuis le 27 février, 350 Sioux armés occupent le village de Wounded-Knee (« Genou-Blessé ») dans la réserve de Pine-Ridge, au Sud-Dakota. Ils réclament notamment une enquête sur l'administration du Bureau des Affaires indiennes, où règnent l'incompétence et la corruption, et une enquête sur les mesures d'application des traités passés entre le gouvernement fédéral et les tribus indiennes. Ce n'est pas du folklore : de plus en plus, les Indiens sont parvenus à s'imposer comme la mauvaise conscience de l'Amérique.

WOUNDED-KNEE, c'est le village où en 1890, trois cents vieillards, femmes et enfants de la tribu des Sioux Oglalas qui rendaient les armes furent massacrés par les troupes fédérales. Une date marquée d'une pierre rouge de sang dans les mémoires indiennes : celle du dernier acte d'un siècle de génocide et de spoliations.

C'est de 1805 que date le premier traité signé entre les tribus indiennes et les pionniers qui marchaient à la conquête de l'Ouest : le premier d'une série de trois cent soixante et onze, violés les uns après les autres. C'est en 1868 que fut créée la première grande réserve sioux, occupant

la moitié ouest de l'Etat du Dakota du Sud ; en 1876, après la victoire sur les troupes du général Custer à Little Big Horn, la grande réserve fut largement amputée. Il en reste aujourd'hui les 600.000 hectares de Pine-Ridge, dont les trois quarts sont divisés en lots individuels (mais qui ne peuvent être cédés ou légués qu'à des Indiens) et le quart est propriété indivise et collective de la tribu.

La vie des Indiens des réserves, ce ne sont pas seulement les figurines emplumées qui posent pour les Kodaks des touristes. C'est aussi la lèpre de l'Amérique pauvre. Les 250.000 survivants de la fin du XIX^e siècle sont aujourd'hui 800.000 : dont

Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U. - bimestrielle 80 p. 6 F

N° 12

I - Autogestion et crise de l'Etat

- Toulouse : débat sur la nature et le rôle de l'Etat de transition.
- Robert Chapuis : autogestion et pouvoir d'Etat.
- Victor Fay : de l'unicité du pouvoir des conseils.
- François Dalbert : équilibre ou transition.
- Philippe Brachet : sur l'Etat de transition au socialisme.
- Roland David : réflexion sur l'autogestion.

II - Où en est le Chili

- Daniel Lenègre : de la prise de pouvoir à la révolution.
- Alain Joxe : après l'octobre chilien.
- Jean-Pierre Oppenheim : l'Unité populaire au Chili.

Rappel des numéros disponibles : La hiérarchie des salaires (n° 2). L'utilisation capitaliste des machines (n° 3). Le cadre de vie, le P.C.F. (n° 4). Il manifesto, les femmes (n° 5). Le P.C.F. et les nationalisations. Lénine et l'Europe (n° 6). Le programme révolutionnaire, le P.C.F. et les qualifications (n° 7). Evian, les paysans-travailleurs, la Chine (n° 8). L'autogestion, le prolétariat (n° 9-10). Spécial-Bretagne (n° 11).

LES 9 NUMEROS : 35 F.

ABONNEMENT : 6 numéros : 30 F.

Ed. SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

C.C.P. : Paris 19 706 28



du nord au sud, l'Irlande c'est l'impasse

tisans du socialisme » qui se reconnaissent dans ce programme, leur demandant de choisir leurs « compagnons de route ».

D'opter soit pour les « normalisateurs » soit pour l'opposition socialiste tchécoslovaque.

Roland Leroy en déclarant à l'ORTF que la Tchécoslovaquie était « un pays indépendant » a montré dans quel camp il se situait.

Ce n'est pas le nôtre.

Claude VANCOUR. ■

(1) « Ici Prague : l'opposition tchécoslovaque parle ». Editions du Seuil, 430 pages, en vente à la librairie de T.S. (39 F), ainsi que le recueil de documents Tchécoslovaquie - répression, dossier n° 1 du « Jury International contre les nouveaux procès de Prague » (4 F).

(2) Pour toute information sur l'opposition intérieure tchécoslovaque ou pour signer l'appel de solidarité : « Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste ». (Cf. G. Deroin, 7, rue Victor-Hugo, 92700 Colombes, C.C.P. 117 822 Paris.)

Après l'explosion de deux bombes en plein centre de Londres (2 morts, 200 blessés), la question irlandaise est à nouveau au centre de l'actualité. Bien que la responsabilité de l'IRA dans cet attentat n'ait pas été établie, il paraît probable que le but recherché était de secouer l'indifférence des Britanniques à quelques jours des élections qui doivent mettre fin à l'administration directe de l'Irlande du Nord par Londres.

Le 30 mars devrait prendre fin l'administration directe de l'Irlande du Nord par Londres, et de nouvelles élections pour reconstituer le STORMONT (1) devraient avoir lieu.

Mais plus cette date approche, plus la publication du « livre blanc » qui doit exposer la solution trouvée au problème de l'Ulster est retardée. Il semble désormais évident que Whitelaw (2) dépassera le délai d'un an qui devait lui permettre de trouver la solution politique du problème irlandais.

Depuis le début de l'administration directe on a vu que la situation n'avait cessé de se dégrader. L'IRA, malgré les coups qu'elle a reçus ces derniers mois avec l'intensification de la répression, reste forte. Le développement des organisations militaires pro-

testantes lui ont permis de surmonter les difficultés rencontrées au milieu de l'année dernière.

Le temps des initiatives politiques hypocrites de Whitelaw est maintenant révolu. Depuis l'opération Motorman (3) en juillet dernier, le choix d'un écrasement militaire de la lutte semble irrévocable. Les quelques « initiatives politiques » ont abouti à l'emploi de la force.

La table ronde de novembre dernier à laquelle ne participèrent que les autorités et quelques partis non représentatifs fut le premier grand échec. D'autres suivirent : ainsi le référendum sur la réunification du 8 février dernier, qui a été ressenti comme une véritable provocation. Le mot d'ordre de boycott lancé par les mouvements catholiques a été largement sui-

vi et comme il fallait s'y attendre, les protestants ont voté massivement pour le maintien de l'Ulster dans le Royaume-Uni.

Mais l'événement le plus important de ces derniers mois est sans doute l'explosion des deux bombes dans la capitale britannique. Bien que l'alerte ait été donnée à temps, la police est intervenue trop tard à cause d'une « erreur de transmission ». Cet attentat attribué sans certitude à l'IRA provisoire, vise pour la première fois les intérêts capitalistes britanniques.

Phénomène important dans le climat d'indifférence qui règne en métropole depuis le début du conflit. Mais on pourrait émettre des réserves sur son opportunité : l'explosion a eu lieu en pleine période de luttes sociales contre le patronat tout puissant de Grande-Bretagne.

l'échec de Lynch

Si la situation ne fait que s'aggraver en Ulster, des manifestations se sont produites en Irlande du Sud où Lynch, fort du résultat des deux derniers référendums a dissous l'Assemblée et convoqué, trois semaines plus tard, des élections générales comptant ainsi élargir sa majorité. Lynch a lancé sa campagne sur le thème de « la loi et l'ordre », espérant faire oublier ainsi le taux de chômage énorme (10 %), la crise du logement, et l'une des inflations les plus fortes d'Europe. Mais Lynch a perdu. Il a été confronté à une coalition formée par le Irish Labor (parti travailliste très faible en Irlande) et le Fine-Gael (parti conservateur) dont le thème de campagne était les problèmes sociaux.

Ainsi, les élections du 28 février donnèrent naissance à une nouvelle majorité, et le parti de Lynch le Fiana-Fail, perdit le pouvoir qu'il détenait depuis plus de 20 ans.

La position de la nouvelle coalition ne sera probablement pas différente de celle du Fiana-Fail. Déjà Liam Cosgrave, le nouveau Premier ministre a rencontré Heath dans le cadre de la coopération anglo-irlandaise pour la répression des républicains.

Enfin la situation sociale en République d'Irlande ne sera sans doute pas modifiée par l'arrivée au pouvoir d'une coalition pour le moins hétéroclite. On imagine, difficilement en effet, la coopération du parti de la grande bourgeoisie réactionnaire irlandaise, défendant les intérêts britanniques en Irlande avec le parti travailliste, parti des travailleurs, pour réaliser un programme social réel.

Il semble en définitive que le développement de la situation tant à Belfast qu'à Dublin, lié à l'échec d'une politique britannique ambiguë et d'abord préoccupée du maintien de son influence, laisse la question irlandaise dans l'impasse.

Pierre JIRA ■

(1) STORMONT : Parlement de l'Irlande du Nord.

(2) Whitelaw : secrétaire d'Etat britannique chargé des affaires d'Irlande du Nord.

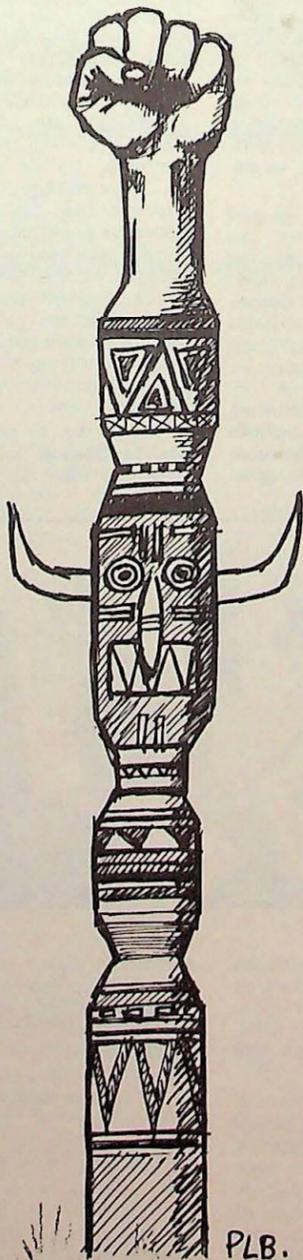
(3) Opération de dégagement et d'occupation militaire des zones libérées républicaines (tel Free Derry).



52 % de chômeurs, avec un revenu moyen de 846 dollars par an (contre une moyenne nationale qui dépasse 2.500 \$), 30 % de mortalité infantile, une espérance de vie de 47 ans (70 ans pour l'Américain blanc moyen). Dans les réserves, le sol est si pauvre qu'il permet aux mieux de pratiquer un élevage extensif ; bien des logements sont dépourvus d'eau, d'électricité, de ce niveau de vie moyen que l'Amérique exporte avec fierté...

le miroir du western

Depuis 1950, quelques mesures ont été prises pour procurer un emploi industriel aux Indiens des réserves. C'est le début du réveil de la conscience américaine. C'est vers cette date que des films et des livres commencent à briser le miroir dans lequel l'Amérique se regarde depuis la fin du XIX^e siècle : elle y voyait l'image d'un pionnier jeune, beau, viril, conquérant, loyal et chevaleresque, qui domestiquait une nature sauvage qu'il fallait arracher aux Indiens fourbes, lâches, cruels, race déchue et dépravée. Ce miroir, c'est l'idéologie du western. Et les mouvements indiens



PLB.

ont commencé à poser une question qui se répand de plus en plus : l'Amérique, mère de la liberté, n'a-t-elle pas été conquise par les mêmes moyens utilisés du Vietnam à l'Amérique latine ? Par le feu et le sang, le massacre et la corruption ?

«...pour vos péchés...»

C'est le Mouvement des Indiens Américains, l'un des plus radicalisés, qui est à l'origine de l'occupation du village de Wounded-Knee. Une occupation qui n'avait pas été prise au sérieux au départ, pas plus que les divers mouvements qui ont eu lieu depuis quelques mois.

Avec toujours les mêmes objectifs : obtenir une réorganisation et un contrôle des Indiens sur le Bureau des Affaires indiennes (administration fédérale qui répartit les subventions entre les différents Conseils de tribus — remis eux aussi en question) — bureau occupé en novembre dernier, à la suite de la marche des « traités rompus ». Et obtenir une enquête sur ces fameux traités, pour que l'Amérique puisse se voir telle qu'elle s'est construite...

Le 3 mars, la plupart des onze otages détenus dans le village et libérés sur l'intervention du sénateur MacGovern ont choisi d'y rester. Et il sera désormais difficile d'étouffer la voix de cette lutte, à la fois lutte de classe et de libération nationale (1), cette voix qui crie, comme dit le titre d'un livre récent, que « Custer est mort pour vos péchés »...

Jean-François MERLE ■

(1) Le 3 mars, les insurgés de Wounded-Knee ont fait appel à Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

décentralisation et théâtre politique

La décentralisation dramatique, dont André Malraux s'est plu à faire le filet doré du régime gaulliste, quadrillant partout la France, n'a pas cessé, ces dernières années, de se ramifier. Elle tend aussi à une certaine mise en ordre, au moins au niveau du vocabulaire.

Il est aisé aujourd'hui de distinguer les différentes « maisons » chargées par les pouvoirs publics de diffuser la culture. Quant aux hommes qui en ont la charge, à part les directeurs des théâtres nationaux et des Maisons de la Culture, ils sont tous rangés désormais sous trois rubriques : Directeurs de la décentralisation dramatique, ils groupent les grandes troupes de province. animateurs, ils sont des metteurs en scène moins chevronnés ou dirigeants de plus jeunes troupes. Chargés d'actions culturelles, ils sont des relais entre le public non cultivé et la culture. Ils ne font du théâtre qu'accessoirement, dans le cadre d'une animation.

Bien entendu, malgré les revendications de Mai-Juin 68, les finances ne sont pas réparties également entre les membres de chaque catégorie. Comme la France gaullienne, la France post-gaulliste divise pour régner ou pour faire semblant.

un gouvernement démissionnaire

En effet, en dehors des grands élans d'inspiration du cabinet du ministre, comme celui qui a couvert d'espoir et d'or le T.N.P.-Villeurbanne naissant, le gouvernement évite les initiatives. Il conserve.

De plus en plus, le recrutement des animateurs, qui deviendront des directeurs de la décentralisation, se fait localement. Pris en charge par les municipalités, dotés par les conseils généraux, ils entrent dans la décentralisation par décision d'Etat sans que leurs capacités aient été sérieusement mises à l'épreuve. Les municipalités peuvent ensuite les chasser, le gouvernement les garde sous sa tutelle, quels qu'ils soient, les au-

dacieux, les imprudents, mais ceux aussi dont l'incapacité ou l'inactivité sont notoires, le gouvernement jouant de son faux libéralisme pour laisser à lui-même, actif dans certains coins, se détériorant dans d'autres, l'édifice de la culture décentralisée.

C'est pourtant dans cet édifice que se prépare le meilleur théâtre politique qu'on puisse voir actuellement.

Le théâtre préparé en province a trois atouts maîtres. Il a des moyens financiers, de bons acteurs locaux entraînés de plus en plus souvent par des acteurs parisiens qui échappent momentanément à la dispersion (cinéma, télévision) et un contact avec le public précis, ce qui lui permet d'affirmer, d'une création dramatique à l'autre, une continuité du discours. Il a aussi des metteurs en scène conscients du rôle que peut jouer le théâtre dans la conjoncture politique actuelle.

Ces dernières années, le théâtre politique a beaucoup évolué. Combattu depuis mai 68 (on lui reprochait d'ennuyer et de ne prêcher que les convaincus) il fuit tout didactisme, sauf s'il peut présenter ses leçons de manière amusante.

méditations sur l'histoire

C'est à quoi se sont efforcés Robert Abirached et Dominique Houdart, l'auteur et le metteur en scène de « Tu Connais la Musique » (1).

Pris dans ce qu'il croit être un jeu, un clown monte tous les degrés

de la réussite sociale et s'aperçoit trop tard que c'est dans sa vie qu'il a coupé les ponts : la lutte de classes, ça existe.

Dominique Houdart (2) a réussi à équilibrer une représentation que le jeu d'Avron et Evrard (habitude de jouer ensemble, présence sur le plateau, invention constante de gags) risquait de tirer à lui. Surtout, il a renforcé son impact politique. Les soutenant d'un bout à l'autre de la représentation, il a fait exister ces forces de la révolution sans lesquelles le jeu d'Avron et d'Evrard ne serait qu'une performance de plateau.

Cependant, les grands spectacles politiques pour notre temps semblent être surtout des méditations sur l'Histoire. Tel est le Marat-Sade, de Peter Weiss, mis en scène par Pierre-Etienne Heymann (3).

Le marquis de Sade, vieilli et réenfermé à Charenton — nous sommes en 1808 — propose au directeur de l'asile et à ses amis la représentation d'une pièce qu'il a écrite et montée avec les internés de l'asile. La pièce s'intitule « Persécution et Assassinat de Jean-Paul Marat », un sujet qui est presque encore d'actualité. Pour les sains d'esprit qui y assistaient, c'est une petite fête du libéralisme : il faut laisser les fous se dé-fouler.

Parmi les internés, la plupart sont des malades. D'autres, prisonniers de droit commun servent de Kapos. D'autres sont des détenus politiques. Pour des raisons différentes, mais toujours à partir de ce qu'ils sont — Marat (Robert Rimbaud) est un paranoïaque, Charlotte Corday (Dominique Vincent) est une dépressive, Simone Evrard (Rose Thierry) et Jacques Roux (Serge Martel) sont des politiques — les internés réinvestis-

sent les grands rôles de l'Histoire. Pierre-Etienne Heymann, dédaignant le pittoresque de la folie, fait de la représentation un affrontement entre deux moments de la Révolution : 1793, où les révolutionnaires, qui se défendent par la terreur, croient encore à la victoire définitive sur l'oppression, et 1808, où la Révolution définitivement vaincue, sombre dans l'ordre napoléonien.

le fascisme ordinaire

Une autre tâche du théâtre politique actuel — et non la moindre — est de montrer l'oppression, non pas dans des situations exceptionnelles, mais dans la vie de chaque jour. Pourquoi les humains, suivant qu'ils appartiennent à tel ou tel milieu social, ou qu'ayant une façon d'être différente de celle des autres, ils ne sont pas capables de l'assumer, réagissent-ils comme ils le font. C'est cette étude qui a passionné Robert Girone (4) montant Scènes de chasse en Bavière, de Martin Sperr, et Jean-Pierre Vincent (5) montant Woyzeck, (1) de Büchner. Dans les deux pièces, le personnage principal tue une femme — sa maîtresse — et serait bien en peine de dire pourquoi. Il y a été poussé inconsciemment par des forces d'autant plus dangereuses que, totalitaires, elles se présentent sans uniforme et sans bottes, sans chants guerriers accompagnant le martèlement des pas dans les rues vides.

Ces forces, ce sont : dans Scènes de Chasse, tout un village et la propre mère du jeune Abraham

qui renie son fils convaincu d'être un homosexuel pour continuer à faire partie de la communauté ; dans Woyzeck, quelques individus qui pointent du contexte étouffant d'une ville de garnison, surtout un capitaine et un docteur qui font des études sur l'homme et qui payent le soldat Woyzeck pour qu'il se prête à leurs expériences. Aucun des individus qui composent ces forces n'est essentiellement mauvais ; ils le deviennent à l'intérieur d'un système. Dans Scènes de chasse, le metteur en scène l'a remarquablement souligné, c'est leur conjonction, leur embrigadement dans un ordre moral qui fait d'eux des rabatteurs traquant les marginaux acculés au suicide et au meurtre. De l'intolérance au fascisme actif, il n'y a qu'un pas.

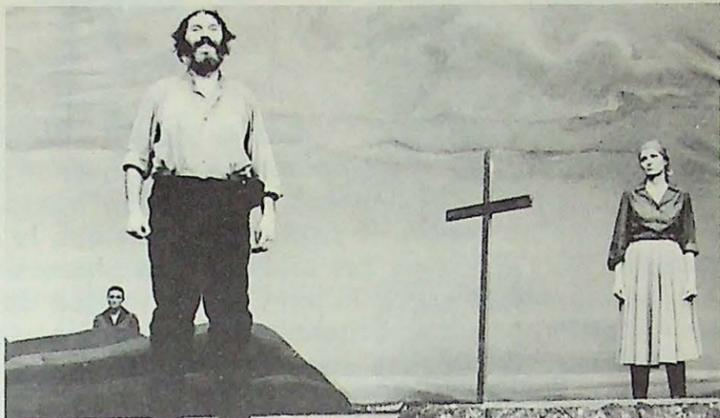
Le Woyzeck de Vincent est une enquête désordonnée autour des rapports qu'il y a entre oppression et folie. Ce n'est pas par hostilité ou violence que le docteur traite Woyzeck en cobaye, ne lui permettant de manger que des pois chiches. Woyzeck accepte le point de vue de l'homme de science comme il accepte l'autorité déprimante du capitaine et les petites vexations de la vie — l'inconduite surtout de Marie dont, dans son rêve, il a fait la réincarnation de la Vierge. Il accepte jusqu'au jour où tout ce qui a pesé sur lui, ce cauchemar insurmontable, éclate en un acte homicide.

Ces semaines-ci où se déchaine contre des adolescents incendiés l'indignation vengeresse des hommes de bien, qui peut nier l'actualité et l'extrême urgence d'une telle dramaturgie ?

Dominique Nores.

- (1) Stock, coll. « Théâtre ouvert ».
- (2) Création au Centre théâtral de Franche-Comté et au Théâtre de Nice.
- (3) Création à la Comédie des Alpes.
- (4) Création au Théâtre National de l'Odéon.
- (5) Création au Théâtre du Lambrequin.

● Il faut aller voir à la Caroucherie de Vincennes (théâtre de la Tempête), La Madone des Ordures, une nouvelle pièce d'André Benedetto, parlée en français et en occitan, et qui raconte la vie d'une famille déplacée (sa vigne ne rapporte plus rien) dans une Provence qu'elle a cru sienne mais qui est, en fait, colonisée par l'armée et le tourisme. (Tél. : 328.36.36.)



SCENES DE CHASSE EN BAVIERE : le triomphe de l'ordre moral

en feuilletant la télé

la maternelle en liberté

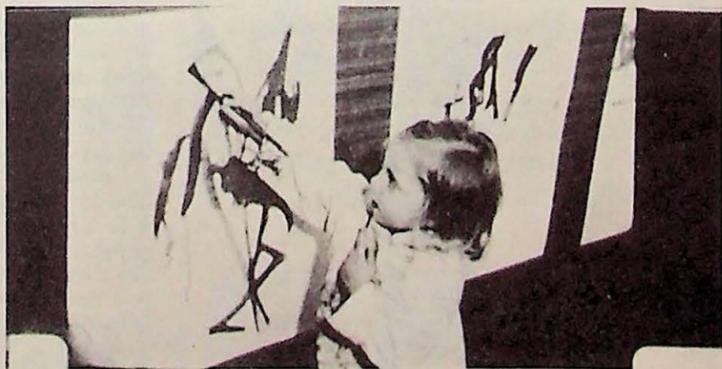
La première partie : jusqu'à la mi-février. La rentrée, les premières larmes, on fait connaissance avec les coins de jeux et l'équipe de tournage. Les caméras, font partie du décor de la classe, ce qui a permis l'extraordinaire fraîcheur du film et sa vérité. Pas de truquage, pas d'enfants jouant les « vedettes ».

On assiste aux premiers jeux collectifs : le chant, le langage. Les enfants, à ce premier stade, écoutent ou regardent. Déjà quelques initiatives : un enfant construit, avec des éléments d'un jeu de construction, une caméra et joue au cinéaste.

Puis la maîtresse annonce la venue d'une amie : la marionnette Capucine, qui déclenche l'adhésion des enfants. Capucine joue le rôle de catalyseur, car elle est à la fois, pour les enfants, eux-mêmes et « les autres » (par exemple, un enfant bat Capucine).

Capucine devient un personnage intégré à la classe. Elle a un ami et des petites « capucines ». Elle voyage. Elle va sur la lune, dans un avion, chercher le soleil. Tout cet univers poétique touchant à la fois le réel, est réalisé avec des moyens matériels de fortune (pots de yaourt, bouteilles plastiques ou pour les dessins des feuilles d'ordinateurs récupérées l'ingéniosité de la maîtresse devant suppléer au manque de crédit).

La classe évolue après plusieurs mois. Les enfants se sentent « chez eux ». Pour l'anniversaire



d'une petite fille on confectionne un gâteau et les enfants parlent de « l'événement » d'une façon spontanée à leurs parents. Spontanéité, c'est la qualité essentielle du rôle de l'école maternelle.

La seconde partie du film (2^e semestre) montre nettement la socialisation des enfants : le groupe « classe » est très structuré avec son unité, son sens des consignes, ses meneurs, son « marais » et même ses quelques cas « spéciaux ». Les enfants ont tous pro-

gressé. La classe a agi comme un révélateur : les plus doués se dégagent et progressent plus vite que les autres. Le rôle constructif de la maîtresse est bien décrit : elle stimule les plus faibles, rectifie le langage enfantin sans en déformer le sens, considérant les enfants comme des adultes et non comme des petits chiens savants.

Pas de tricheries dans ce film. La fatigue de la maîtresse en fin d'année est perceptible par une certaine nervosité qui n'existait pas

au début. Mais la gronderie finale est surtout mise en évidence autant pour marquer sa fatigue que le fait que les enfants ayant grandi, on est plus exigeant avec eux.

L'année est finie : la maîtresse va transmettre à l'école primaire des enfants ayant le sens de la vie en groupe, de la discipline librement acceptée, possédant un bon vocabulaire, habitués à s'exprimer avec spontanéité, tant par le langage que par le dessin et les activités manuelles.

Cette liberté créatrice, qualité primordiale de l'école maternelle, passera-t-elle le cap de l'école primaire ?

Daniel Karlin, préoccupé par ces problèmes, espère réaliser un second volet sur l'école primaire. Nous souhaitons qu'il puisse le faire. L'intérêt de son émission sur l'école maternelle est prometteur d'une suite. Pour l'école maternelle, merci à Karlin et à son équipe, merci aussi à Mme Lala, la « maîtresse » de l'école du groupe de la Sablonnière, en qui se reconnaîtront toutes les maîtresses de maternelles de France.

Françoise Claire. ■

entre le fric et le paradis

● **MOI Y'EN A VOULOIR DES SOUS**, film français de Jean Yanne.

L'AN 01, film français de Gédéon et Jacques Doillon.

THEMROC, film français de Claude Faraldo.

PRENEZ une idée simple, un lieu commun que vous grossissez à l'extrême à la manière d'une caricature. Saupoudrez de références à l'actualité, assaisonnez de gauchistes et de manifestations, ajoutez-y un zeste d'allusions à l'Eglise, épicez de MLF grossièrement haché, et voilà un film à succès. Si vous y en a vouloir des sous, c'est gagné !

Le dernier film de Jean Yanne sent un peu la recette et le gag mécanique. C'est presque dommage puisqu'il y est question d'autogestion — mais de quelle façon !

L'idée simple est la suivante : les Français, et en particulier les ouvriers, la seule chose qui les intéresse, c'est le pognon. Les revendications que les gauchistes essayent de mettre en avant pour la dignité, la liberté, le pouvoir — c'est du vent, ça ne les intéresse pas. Et si un jour un patron bien intentionné ou tout simplement désireux de partir en vacances venait à leur laisser l'entreprise en autogestion, les travailleurs refuseraient et supplieraient le patron de rester...

N'allez surtout pas essayer d'expliquer à Jean Yanne que les travailleurs auraient bien raison de refuser, que l'autogestion est impossible tant que demeure la société capitaliste, que ce n'est pas simplement du capitalisme à l'envers — vous vous seriez fait piéger... Le dé-



bat d'idées, il s'en moque, et **Moi y'en a vouloir des sous**, n'est pas un film à thèse.

C'est au mieux un film d'humour — comme beaucoup de films de Jean Yanne. Son dernier film dénonçait les turpitudes de la radio ; aujourd'hui il tourne en dérision les travailleurs et les syndicats. Une critique qui pourra faire plaisir à certains, qui peut être justifiée par bien des erreurs. Il n'en reste pas moins que les ouvriers de Jean Yanne, ceux qui ne pensent qu'aux sous, ils ont l'air décontracté, sans problème, ils ont l'air d'avoir — comme dirait Pompidou — « l'argent facile ». Et ça, ça reste parfois en travers de la gorge.

Alors, réactionnaire ce film ? Ce serait trop simple. Disons simplement qu'on ne fait pas de bonne politique à coup de mauvaise humeur, et que quand on ne fait pas de bonne politique... M. de La Palisse en aurait dit autant.

Si Jean Yanne ne croit pas que les travailleurs puissent s'intéresser à autre chose qu'au fric, deux films viennent de sortir qui prennent pour point de départ toutes les réactions de ralbol qui se sont manifestées ici ou là, pas seulement dans la classe ouvrière.

Themroc, de Claude Faraldo, c'est la révolte à l'état brut, la révolte primaire, primitive, celle des tripes et des instincts. Son précédent film — **Bof** — nous montrait déjà (point de départ identique) un ouvrier qui un beau matin refuse de pointer parce qu'il en a marre et qui, avant de partir pour de longues vacances, vit quelques jours de vraie liberté, partageant le toit, la table et la femme de son fils. **Themroc**, c'est des siècles de colère, d'humiliation et de résignation qui remontent à la surface, qui se canalisent en une rébellion violente et brutale — gutturale et sans paroles, parce que dans cette société la commu-

nication est impossible —, où l'on vit quelques instants chèrement payés de bonheur, où l'on résiste à la société d'oppression et de répression, mais rébellion qui, faute de communication et de prise en charge collective, se laisse enfermer derrière un mur d'où seuls s'échappent une main et un cri...

L'An 01, au contraire, est un film à la gloire de l'insubordination collective. « On arrête tout, on se parle, et c'est pas triste ». C'est le rêve vécu — en images — d'une « démobilité » progressive et organisée, manifestation concrète que si les patrons ont besoin des travailleurs, les travailleurs n'ont rien à foutre des patrons... Grand élan vers une prise du pouvoir non violente, dans la mesure où l'ensemble de la population se retire lentement et peu à peu du système, comme un corps vivant abandonne une peau morte à la saison de la mue. On arrête tout.

Et on retrouve le sens de la parole. Loin des grognements furieux de **Themroc**, on sait que même si, sur le moment, on n'a pas grand-chose à se dire, on bénéficie des conditions sans précédent de pouvoir imaginer des choses dont personne n'a jamais eu la moindre idée. Et on réinvente la vie.

Dans le dernier numéro de **Charlie-Hebdo**, Isabelle expliquait qu'elle avait voté P.S.U. parce que le Manifeste représente le seul projet politique dans lequel l'An 01 soit possible.

Et pourquoi pas ? — Dis donc, papa, c'était comment la prise du pouvoir ?

Thierry MORUS. ■

notes de lecture

● réflexions sur la violence

« Je déteste la violence. En ce sens, je suis un libéral. Cependant, je crois que dans un monde polarisé, fanatisé, et lourd de violences, renoncer inconditionnellement à la violence en toutes circonstances est un geste vide, c'est surestimer déraisonnablement la raison ou admettre orgueilleusement la persistance de souffrances inévitables. »

Friedrich Hacker, auteur de ces lignes tirées de son livre « **agression, violence dans le monde moderne** » (1) n'aime pas les situations manichéennes, celles où le Bien et le Mal se trouvent face à face. Car dans tout conflit de ce genre, la seule issue devient la violence. Ainsi, pour Hacker, la violence est souvent le fruit d'une simplification excessive de la réalité, qui évite de prendre en compte tous les aspects complexes d'une situation.

A l'appui de sa critique de la violence comme mode de résolution des conflits dans la société moderne, F. Hacker utilise la psychanalyse dont il est spécialiste. Il montre que l'agression est une tendance fondamentale de l'hom-

me mais que l'agression est une pulsion beaucoup plus complexe que la violence. Le but de l'auteur est de démontrer qu'il est possible d'offrir à l'agression d'autres exutoires que la violence.

Un livre qui pose à sa manière le problème de la violence révolutionnaire en obligeant à regarder le phénomène de la violence sous une lumière complexe.

J.G. ■

(1) F. Hacker : « **Aggression, violence dans le monde moderne** », Calman-Lévy.

● par goût de la vie

Robert Buron, ancien Camelot du Roi, ancien résistant, ancien ministre M.R.P. de Mendès-France et de de Gaulle, négociateur des accords d'Evian sur l'Algérie est aujourd'hui Président d'Objectif Socialiste.

Il explique dans un petit livre le sens de cette vie engagée et intense. Malheureusement le livre est trop court pour que l'on puisse pénétrer avec profondeur la pensée de cet homme. On ne fait qu'être ballotté brusquement du dé-

jeuner particulier où il siège entre Che Guevara et Sékou Touré, celui-ci étant exaspéré par l'odeur des cigares du Che, à la villa l'In Sallah dans le désert algérien où Salan et les militaires putschistes hésitaient à faire fusiller le ministre du gouvernement de Paris.

On perçoit donc, par bribes, combien la vie de Buron a dû être de celle qui mérite d'être vécue parce qu'elle a été au service de réalisations décisives. Mais on reste sur sa faim ; on aurait aimé par exemple que l'auteur explique plus en détails comment il a appliqué dans les faits sa maxime politique « rendre possible ce qui est nécessaire ». Ce n'est pas sa conclusion assez moraliste en forme de lettre ouverte aux « jeunes qui veulent changer le monde » qui apporte une réponse satisfaisante.

J.G. ■

Robert Buron : « **Par goût de la vie** », éd. du Cerf.

● 4 grèves significatives

« Il n'y a pas de grèves exemplaires : ce qui se reproduit quelque part ne peut pas être reproduit

ailleurs. » Il n'y a pas de grèves exemplaires mais il y a des grèves significatives poursuit Fredo Krumnov, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T. dans son introduction au remarquable petit livre sorti récemment aux éditions de l'Epi (1).

Combien sont-elles significatives en effet ces luttes du « Joint Français », des « Nouvelles Galeries de Thionville », d'Hutchinson et de Pennaroya ! Elles n'ont pas eu lieu dans les grandes entreprises, des secteurs-clés, comme c'est souvent le cas. Mais tout s'est conjugué pour que l'attention soit concentrée sur elles : le rôle courageux ou discuté des centrales syndicales, celui des gauchistes itinérants, « présents comme la mouche du coche, prétendant être l'expression d'avant-garde de la classe ouvrière en lutte » (F. Krumnov), la liaison entre les travailleurs de l'entreprise en grève et la population voisine en particulier pay-sanne, etc.

Mais en définitive, c'est bien la démonstration qu'aujourd'hui la violence est patronale et non pas ouvrière qui ressort le mieux de l'analyse de ces épisodes que ces pays nous remettent en mémoire en présentant tous les éléments du dossier. Un livre simple, clair mais qui fait réfléchir.

J.G. ■

« **Quatre grèves significatives** », éd. de l'Epi, en vente à la librairie de « TS ».

■ **ELLE COURT, ELLE COURT LA BANLIEUE**, fr., de Gérard Pirès. - Dans « T.S. » n° 568.

■ **FLESH**, amér., d'Andrew Warhol. - Le monde souterrain de New York, drogués, prostitués, homosexuels : à force de les suivre avec complaisance, le film évite de poser les rapports avec la société qui les entoure.

■ **TRAITEMENT DE CHOC**, fr., d'Alain Jessua, avec Alain Delon et Annie Girardot. - Une allégorie politique trop allégorique pour être vraiment politique : les travailleurs immigrés, substance nourrissante de notre société.

■ **ETAT DE SIEGE**, fr., de Costa-Gavras, avec Yves Montand. - A travers le cas précis de l'Uruguay et des Tupamaros, le dossier de la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. (Dans « T.S. » n° 567).

■ **NOUS SOMMES TOUS EN LIBERTE PROVISOIRE**, ital., de Damiano Damiani. - Un bourgeois confronté à l'enfer des prisons, à « l'intolérable », peut-il quand même oublier ? (Cf. « TS » n° 561.)

■ **LE DERNIER TANGO A PARIS**, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. - Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 660.)

■ **LES CONTES DE CANTERBURY**, ital., de Pier Paolo Pasolini. - Sous prétexte d'un voyage dans le Moyen Age de Chaucer, un voyage dans le monde des obsessions de Pasolini. (Dans TS n° 559.)

■ **FAMILY LIFE**, angl., de Ken Loach. - Deux institutions, la famille et la psychiatrie, comme deux gendarmes pour surveiller Janice. A voir absolument. (Dans TS n° 558.)

■ **PSAUME ROUGE**, hongr., de Miklos Jancso. - Hymne au refus et à l'insoumission dans la Hongrie de la fin du XIX^e siècle... (Cf TS n° 557.)

■ **FRITZ THE CAT**, dessin animé de Bashki. (Dans TS n° 556.)

■ **LE PARRAIN**, amér., avec Marlon Brando. - La caméra centrée sur la mafia, mais le reste ? (Dans TS n° 553.)

■ **LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE**, fr., de Luis Bunuel. - Où l'on comprend pourquoi une société « policière » est aussi un monde policier. (Cf TS n° 548.)

■ **ORANGE MECANIQUE**, angl. - Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

CINÉMA 73

D.W. GRIFFITH
LE CINEMA NORVEGIEN
CINEMA ET LANGAGE
★
ENTRETIENS AVEC VOLKER
SCHLOENDORFF ET
ALAIN JESSUA
★
LES GRANDS OPERATEURS :
HENRI ALEKAN
ET TOUTE L'ACTUALITE
DU MOIS
★
6, rue Ordener, Paris 18^e - 4 F.

14 février mise en scène
8 avril guy rötöré
théâtre national
shakespeare
macbeth
17 rue malte-brun-paris 20
m° gambetta-tel-636-79-09

ON NE SAIT

PLUS

COMMENT

VOUS LE DIRE



ccp paris 14.020.44



9, rue Borromée, 75015 Paris